

Partisan



N°194 · AVRIL 2005

1,50 EURO

M 02348 - 194 - F: 1,50 €



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

**APRÈS LE 1^{ER} MAI ★
CONTRE L'EUROPE
IMPERIALISTE**

**RENCONTRE
INTERNATIONALISTE
★ 21 MAI**



AREVA (EX-ALSTOM) | PAGE 3

LICENCIEMENTS



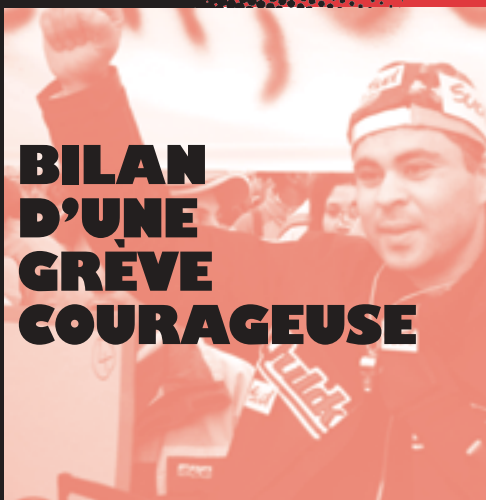
REFERENDUM | PAGE 6-7



**LA
CONSTITUTION
ET LE
TRAVAILLEUR**

CITROËN | PAGES 5

**BILAN
D'UNE
GRÈVE
COURAGEUSE**



ET AUSSI...

**SANS-PAPIERS
OCCUPENT
L'UNICEF**

**VARLIN ET
LA LUTTE
OUVRIÈRE**

**ARAFAT:
UN PETIT-
BOURGEOIS**



NON À L'EUROPE DU CAPITAL !

Le Non est maintenant donné victorieux dans les sondages. Malgré l'unanimité des médias, malgré que les deux grands partis militent pour le oui, malgré qu'ils mentent ouvertement sur le contenu de la constitution, le Non progresse. De toutes façons, il n'y a qu'à voir leur tronche à la télé et leur mépris à l'égard de ces français qui comprennent rien, pour avoir envie de voter non, même si on était jusque là un abstentionniste convaincu.

Alors Chirac s'agite. Après la bourde de la dissolution de la chambre des députés en 1997, le voilà fourvoyé dans une nouvelle opération douteuse. Il n'était pas obligé de soumettre la ratification du traité par la France à un référendum. Il l'a fait pour accroître le leadership de la bourgeoisie française dans la construction européenne. Les politiciens et les journalistes invoqueront bien sûr «le poids de la France». Une victoire du Non réduirait cette influence.

La directive Bolkestein, publiée depuis des mois, a servi d'illustration pour expliquer les modifications à venir dans les conditions d'exploitation des travailleurs. À cause de cela, les gouvernements français et allemand sont montés au créneau pour la mettre au placard, le temps que le référendum passe.

Mais Bolkestein a lui-même répliqué, venant en France pour expliquer sa directive. Pour rappeler aussi que les dirigeants de la droite et du PS l'ont tous approuvée quand elle est sortie. Que, de toutes façons, le Conseil de l'Europe n'avait pas pouvoir pour retirer cette directive. Que c'était aux commissaires de le faire.

Bolkestein fait ainsi œuvre de pédagogie pour expliquer que les élus européens ne peuvent rien décider, que son texte ressortira et que, quand même, s'il a des problèmes de fuite d'eau dans sa maison du Nord de la France, il préférerait employer un plombier polonais au taux horaire de la Pologne qu'un plombier français.

Faisons du 1^{er} Mai, journée internationale des travailleurs, une occasion pour que ces luttes donnent un sens à notre Non au référendum. Un sens internationaliste et ouvrier.

**VOI À L'UNION DES EXPLOITÉS ET DES OPPRIMÉS DE TOUS LES PAYS !
CONSTRUISONS LES SOLIDARITÉS ENTRE TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER POUR UN MONDE
SANS EXPLOITATION, POUR UN MONDE SOCIALISTE !**

Ce monsieur n'a pas compris qu'il devait la fermer jusqu'au 29 mai. Il explique ainsi que l'unification européenne autour de mesures anti-ouvrières continuera. La construction de l'Europe comme un bloc agressif face à ses concurrents impérialistes continuera. Le nivellement par le bas des conditions de vie et de travail continuera.

Alors, bien sûr, le 29 mai nous voterons Non. Mais si le Non l'emporte, ce succès n'aura ni les conséquences politiques ni la portée pratique que prétendent par exemple Attac ou le PCF. Une bonne partie des forces qui portent le Non, depuis Chevènement jusqu'au PT ne font que regretter une France parlementaire. Mais ce dont les travailleurs ont besoin, ce n'est pas d'un repli national et chauvin, c'est d'une perspective politique mondiale de changement de société, vers un monde débarrassé de la domination des capitalistes.

Ce Non à la constitution ne peut pas non plus nous suffire pour répondre aux attaques qui auront lieu quelle que soit l'issue du référendum. Il nous faut aller plus loin que ce vote. Il nous faut constituer un camp des travailleurs de tous pays aussi bien en Europe qu'hors d'Europe. Un camp opposé aussi bien aux Bolkestein, Chirac ou Hollande qu'aux directions syndicales comme la CES. Ces directions sont engagées elles aussi dans la construction de l'Europe impérialiste et, pour donner l'exemple de la France, nous laissent moisir sans perspectives depuis la manifestation du 10 mars.

Des grèves ont lieu aujourd'hui, des occupations de lycées, des manifestations, des ripostes au vol du lundi de Pentecôte se préparent. Chaque attaque produit des réactions en France comme dans les autres pays d'Europe. De par le monde des luttes se développent, même dans les conditions les plus difficiles. Par exemple en Chine, dans les zones économiques spéciales, paradis du capitalisme le plus brutal.

Classe contre classe !

Ci-dessous le tract dont nous parlons en page 12 et qui a été diffusé devant la Cour d'appel de Nancy.

Kamel Belkadi, c'est l'ouvrier qui lutte contre le licenciement, le gréviste déterminé qui occupe l'usine, qui ne se résigne pas à son sort. C'est le lutteur qui n'accepte pas de subir la loi des restructurations et du capital.

DEUX SYMBOLES FACE À FACE. Comme les ouvriers coréens des conglomerats qui ont durement lutté pour leurs salaires et conditions de travail, comme les ouvriers de Asahi Glass Fleurus en Belgique qui viennent de finir une grève de 104 jours, comme les ouvriers et chômeurs allemands qui luttent contre le plan Hartz IV et ses conséquences. Kamel, c'est notre camarade, il est de chez nous, il représente notre camp.

Kim Woo Choong, en face, c'est l'ex PDG en fuite du groupe Daewoo, impitoyable, cynique, mafia. Le patron mondialiste, roi de la délocalisation, chasseur de subventions, restructurateur et licencié, escroc international. Un guerrier. Comme peuvent l'être les patrons « bien de chez nous », de AREVA, Renault ou Saint-Gobain quand ils investissent à l'étranger, en Colombie, Inde, Tchèque, Chine ou ailleurs. Kim Woo Choong, c'est notre ennemi, à nous tous ici présents, il représente le camp de la bourgeoisie, celui du capital.

LA JUSTICE AUX ORDRES. C'est bien sûr une illusion complète de croire qu'un ouvrier gréviste est jugé honnêtement, d'après des faits incontestables. Le procès de Briey en est la

preuve évidente. Tout a été dit aussi sur les liens entre Daewoo et les milieux politiques, gouvernementaux, l'influence sur les juges et autres. Ce qu'il fallait, pour Daewoo et le gouvernement, c'est un coupable, pour justifier les assurances versées, pour disculper la fermeture et la destruction de l'usine, pour briser la grève de 2002-2003 contre les licenciements. Cela aurait dû être Kamel.

Mais il y a eu un hic. Le soutien massif malgré le faible engagement des directions syndicales, notre présence à tous ici, aujourd'hui. Le travail obstiné depuis deux ans de l'Union Locale CGT pour faire connaître ce cas et défendre notre camarade. Ce qui compte, c'est le rapport de force, c'est cela qui va peser devant la Cour d'Appel. La justice, elle est là pour faire régner l'ordre des bourgeois. Elle ne recule que sous la pression, et c'est pour cela que nous combattons.

DEUX MONDES S'AFFRONTENT. Le procès en appel de Kamel, c'est le symbole de l'affrontement de deux mondes, celui du capital et celui du travail. Il faut lutter, il faut résister, il faut se battre pieds à pieds. C'est bien pour cela que nous sommes là. Mais est-ce vraiment suffisant ?

En face de nous, nous avons un camp avec un même projet, même s'il peut y avoir des contradictions. De la Banque Mondiale à Raffarin, en passant par Bush, Choong, Poutine ou Bill Gates, ils ne parlent que concurrence, restructurations, guerre économique, libéralisme, profits. Ils sont d'accord sur l'essentiel, c'est l'exploitation des travailleurs.

Et nous ? Il faut être lucides. Nous sommes divisés, dans la confusion, nous n'avons plus de projet après l'effondrement de l'illusion des pays de l'Est et de la prétendue gauche au pouvoir. Nous résistons, mais le dos au mur. Nous naviguons à vue, d'un beau paroleur à l'autre. Nous n'avons plus de quartier général. Nous n'avons plus de parti ouvrier, et c'est cela qu'il faut reconstruire. Si ce parti existait, nous serions des dizaines de milliers ici aujourd'hui, la CGT serait toute entière mobilisée, la bourgeoisie tremblerait.

Oui, camarades, il nous faut un parti. Pour organiser les luttes bien sûr, mais surtout pour nous tracer un avenir, nous redonner l'espoir, à la lumière des expériences (et des échecs) passées. Un parti pour nous éduquer, les jeunes avant tout, pour ré-apprendre l'histoire du mouvement ouvrier, de l'économie politique, de la philosophie qui ont tendance à disparaître dans l'oubli.

Nancy, le 5 avril 2005

Les seules armes des ouvriers sont dans la connaissance et dans l'organisation. C'est à cela que Partisan travaille !

**Aujourd'hui, Justice pour Kamel
Demain, c'est toute la société qu'il faut changer !**

NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme — et particulièrement l'impérialisme français —, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une **ORGANISATION** pour résister et combattre, mais il faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.*

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 2^e trimestre 2005. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

Licenciements à Areva (ex-Alstom) Saint-Ouen → Anticiper



★ 21 MAI ★
**TISSER
 DES LIENS
 INTERNATIONAUX**

Le Groupe de défense de l'emploi a en projet une réunion à caractère internationaliste — avec des invités d'autres pays — pour le samedi 21 mai. Car le plan de suppressions d'emplois d'Areva est européen, et sa stratégie est mondiale. Les ravages de la concurrence capitaliste sont à l'œuvre sur toute la planète. Ce n'est qu'en tissant des liens internationaux qu'on peut contrer concrètement, de manière vivante, la propagande de division de la bourgeoisie, ou l'illusion spontanée selon laquelle les travailleurs sont mieux ailleurs. Les solidarités internationales, ce n'est pas seulement élargir, c'est surtout mieux situer et renforcer la lutte ici comme ailleurs.

Vous êtes intéressés par cette rencontre ouvrière internationale ? Contactez nos militants, ou contactez-nous à notre boîte postale.



Diriger, c'est prévoir, affirme un dicton. Les capitalistes semblent le savoir. Dans le camp des travailleurs, on réagit au coup par coup, le plus souvent boîte par boîte, et sur la défensive. Prévoir ? Anticiper ? C'est poser le problème des directions, dans le double sens de dirigeants, et d'orientations.

Un seul plan ?

Début décembre 2004, Areva annonce un plan de « réorganisation » de sa filiale T et D, rachetée en janvier à Alstom. 1500 suppressions d'emplois, en Allemagne, en Angleterre, en France. Et fermeture de l'usine de Saint-Ouen, - 310 personnes aux effectifs au 31 décembre 2004.

UN PLAN EN PLUSIEURS PLANS. On peut se demander, au-delà de la passation d'un trust à l'autre, depuis combien de temps la décision stratégique a été prise. On pense aux travailleurs de Chausson-Creil, découvrant au troisième et dernier plan de licenciements, il y a dix ans, que la décision de fermer l'usine avait été prise des années auparavant par les deux actionnaires, Renault et PSA Citroën, alors que les deux premiers plans de licenciements avaient été présentés comme des plans de redressement devant assurer la pérennité de l'usine !

On pense à la manière continue et systématique dont se sont succédés les plans de suppressions d'emplois depuis une douzaine d'années sur l'usine de Saint-Ouen, et les suppressions d'emplois hors plan (licenciements individuels « négociés »), jusqu'à remettre en cause la qualité du produit, puis sa rentabilité. On se souvient de l'expertise économique révélant, en 1995, que les prises de commandes baissaient à Saint-Ouen, mais que les capacités de production de l'usine turque étaient doublées en trois ans. On se souvient aussi qu'Alstom déjà avait fermé son usine de transformateurs du Havre, son usine d'alternateurs du Bourget, que son usine de La Courneuve est menacée depuis deux ans, etc. Tout cela illustre le fait que les patrons ont une analyse mondiale, une stratégie mondiale : se développer là où l'économie se développe — en Asie particulièrement —, « réduire la voilure » là où le marché est saturé, etc. Combien de temps à l'avant-

ce une fermeture d'usine doit-elle être prévue ? Ce qui est sûr, c'est que les capitalistes tentent d'analyser et de prévoir. Et nous ?

ET NOUS ? Ça commence bien avant l'annonce de la fermeture ou du plan de licenciements : c'est exactement ce que dit la brochure de VP-Partisan, « Plate-forme de lutte pour l'emploi ». Les travailleurs aussi doivent prévoir, se donner une direction, et avoir un plan se démultipliant dans tous les domaines. Ainsi, des départs en pré-retraites, qui correspondent à la juste revendication, surtout pour les ouvriers, qui ont des conditions de travail dures, de partir à 55 ans, sont, du point de vue de l'emploi en général, inacceptables s'ils ne sont pas couplés avec des embauches de jeunes et de chômeurs ; mais c'est le cas puisqu'il s'agit de plans de suppressions d'emplois.

La brochure met en garde, par exemple, contre les augmentations de productivité qui ne se traduisent pas par une réduction du temps de travail. Ces augmentations de productivité sont systématiques, liées aux investissements la plupart du temps, et souvent chiffrées à 2,5% par an. Où avez-vous vu que le temps de travail était réduit de 2,5% par an ? C'est le chômage qui augmente... Dans un autre domaine, les capitalistes mondialisent la production. Est-ce que les travailleurs mondialisent leur lutte et leur organisation ? Tisser des liens internationaux, c'est se mettre sur le terrain des attaques d'aujourd'hui.

Il n'y a pas de plans de suppressions d'emplois acceptables. Par départs en pré-retraites par exemple. Il n'y a pas de renforcement de l'exploitation acceptable. Par augmentation de la productivité en particulier. Il n'y a qu'une mondialisation acceptable. Celle des solidarités ouvrières.

Des militants de VP-Partisan

FORMATIONS, MOBILITÉ, DISCUSSIONS

La direction, d'emblée (communiqué du 7 décembre 2004) « prend l'engagement de proposer des solutions adaptées à chacune des personnes concernées ». On connaît la chanson, on l'a déjà entendue à chaque plan « social ». Et elle annonce « formation », « mobilité » et « discussions avec les organisations syndicales ». Ce qui est remarquable, c'est qu'elle met ce programme en oeuvre immédiatement, en dehors de toute procédure légale.

DISCUSSIONS INFORMELLES. « Commencer par faire s'engager les responsables syndicaux, les moins nombreux possible, au plus haut niveau possible », avant d'engager la procédure légale (Partisan n° 191), telle est la manœuvre de contournement de la loi... que Fillon s'est empressé d'inclure dans son projet de loi. Alertés par les militants syndicaux de l'usine, les travailleurs ont tout de suite compris le piège. Un accord de méthode, ce serait « un bouclier contre les conflits incontrôlés et les recours juridiques de toute sorte » (tract CFDT du 23 décembre).

FORMATIONS ET MOBILITÉ. Proposer des formations, ce n'est pas illégal ! Des muta-

tions non plus ! Mais si ces formations se font à une vingtaine de kilomètres, si elles durent plusieurs mois, et si en cours de route il y est question de mutations et de reclassements... En fait, formations et mobilité reviennent à disperser le collectif de lutte en commençant par les travailleurs les plus « reclassables ».

LES QUESTIONS QUI SE POSENT SONT DONC CELLES-CI : • Refus des discussions informelles et des accords de méthode. La loi, c'est une procédure en CE et CCE. Les décideurs, ce sont les travailleurs eux-mêmes, collectivement !

• Refus des mesures « sociales » diverses — formations, mutations — tant que l'ensemble du plan « social » n'a pas été présenté. Et refus de la mise en oeuvre du plan « social » tant que la présentation de la réalité industrielle n'a pas été faite (livre IV du Code du Travail avant le livre III).

• Prendre les coordonnées de tous ceux qui partent, même avec un CDI, de façon à maintenir le collectif de lutte aussi longtemps que ce sera nécessaire.

Des militants VP

LIGENCIER ÇA S'APPREND

Rachel Beaujolin, professeur en gestion des ressources humaines, a lancé en 2003 un module « Restructuration et flexibilité ». Ce cours de 45 heures, destiné aux étudiants de Sup de Co de Reims, était une innovation. Aucune autre école de commerce française n'avait alors d'équivalent. « Je préfère, expliquait Charles-Henri Besseyre des Horts, professeur à HEC, que ce thème des restructurations soit instillé dans les différents cours... ; ce n'est pas un sujet connoté positivement. »

A Sup de Co Reims, Rachel Beaujolin assume. « J'explique aux étudiants que, si l'on veut innover dans le pilotage des restructurations, cela passe par l'anticipation et la négociation avec les représentants du personnel. » Qu'en retiennent les élèves ? L'un d'entre eux, Jens Thiessen, répond : « Je retiens surtout qu'il faut préparer le plan en amont, en développant l'employabilité. Puis il y a le cadre légal... » D'après *Le Monde*, 3 février 2004

POURQUOI UN «GDE» ?

VP-Partisan a proposé à Saint-Ouen la création d'un « Groupe de Défense de l'Emploi », comme collectif de lutte situé à l'extérieur de l'usine et regroupant tous ceux qui ne peuvent rester inactifs face à une annonce de fermeture : des anciens surtout, retraités et pré-retraités, des travailleurs de l'usine aussi, des militants, d'associations, d'organisations politiques, des individus isolés... Les premières tâches ont été : ★ de se faire connaître (tract « Venez vous joindre à nous »), ★ de se doter d'une plate-forme simple, claire, se situant sur le terrain de la lutte de classe (inspirée du collectif « Femmes contre la guerre » qui avait organisé le voyage en France d'une militante de Rawa, l'association révolutionnaire des Femmes d'Afghanistan).

Est-ce qu'une telle initiative part du principe que « les syndicats ne font pas leur travail » ? Pas forcément, ou même pas du tout. Car même une équipe syndicale active, démocratique, de lutte de classe, peut ou doit, dans le cas d'une grève par exemple, proposer la création d'un comité de grève. C'est-à-dire l'organisation, sur un objectif limité et pour un temps limité, des travailleurs qui ne militent pas habituellement. C'est ce qui a été fait, par exemple, à juste titre, à Citroën Aulnay.

La conception politique qui se trouve sous-jacente, pour nous, est celle des « soviets ». Dans toute vraie révolution, les travailleurs se sont toujours organisés en comités (en « conseils », en « cordons industriels », en soviets, etc., c'est la même chose). D'un côté les travailleurs inorganisés s'organisent, de l'autre le parti communiste révolutionnaire, forcément minoritaire sous le capitalisme, se met à diriger. Entre les deux, les syndicats participent, ou pas, — comme dans un comité de grève —, mais ils sont plutôt submergés. Cette conception va à l'encontre des « syndicalistes » qui rejettent la politique, comme des politiques et militants qui ne croient pas aux capacités d'initiative et de mobilisation des travailleurs.

**À COMMANDER
 À NOTRE BOÎTE POSTALE**

Mars 2003

Contre tout licenciement les "plans sociaux", l'intensification du travail, la precarite et le chômage

Pour la défense de l'emploi la réduction du temps de travail travailler tous et moins un avenir pour la jeunesse la retraite à 55 ans

Voir, notre :

**Plateforme
 de lutte
 pour l'emploi**

0,5 € (nouvelle version, revue et complétée)

Une brochure

**0.5
 euros**

Partisan

Lustucru

A l'occasion du deuxième rassemblement de soutien aux travailleurs de Nestlé-Marseille-Saint-Menet menacés de licenciements, nous avons rencontré des délégués de l'usine Lustucru d'Arles. Leur intervention parlait sans détour de deux réalités incontournables : la lutte de classe et la dictature du capital. Cela nous a donné envie de les revoir. Nous avons été reçus amicalement par la douzaine d'ouvriers et d'ouvrières qui occupaient l'usine et par Serge, le délégué syndical CGT.

TOULOUSE GRÈVE VICTORIEUSE À TECHNAL

Malgré l'arrogance des patrons et de la clique Raffarin, il est possible de se battre, on peut même gagner ! Les ouvriers de Technal à Toulouse (menuiserie industrielle, 1200 travailleurs répartis dans une quinzaine de sites en France) l'ont expérimenté : trois jours de grève sur les salaires et les conditions de travail ont fini par faire aboutir les revendications des travailleurs, pourtant soit-disant impossibles à satisfaire trois jours plus tôt. Les travailleurs savent que c'est dans la lutte et par leur union grandissante qu'ils pourront défendre leurs intérêts face aux patrons et à l'État.

La preuve à Toulouse, où les équipes de Technal arrêtent le travail dans la nuit du 22 février et établissent un piquet devant le principal site de production, qui est aussi le siège social. Le mouvement atteint jusqu'à 90 % de grévistes et la production est totalement stoppée. Résultat ? Des cols bleus qui chantent et un patron qui cède : augmentation de 55 euros, valorisation des primes pour tous, paiement des 3 jours de grève... et «mutation» du directeur des opérations industrielles. Le premier responsable de la dégradation des conditions de travail. Mais le directeur parti, il y a fort à parier qu'il sera remplacé par un autre. Les directeurs sont comme les trains : il y en a toujours un qui en cache un autre...

TRAVAIL EN MIETTES, VIE EN MIETTES.

Derrière, c'est tout un système d'organisation du travail que les patrons et l'État mettent en place depuis 15 ans. Chez Technal, comme dans tant d'autres usines, les patrons n'ont cessé d'accroître l'exploitation, bien aidés notamment par les lois Aubry et son dernier avatar, voté le 22 mars par le Parlement, la «réforme du temps choisi» : salaires de misère, intensification du travail et augmentation des cadences, pressions sur les «accidents» de travail avec sanctions pour les victimes, flexibilité avec horaires décalés. Voilà les méthodes des patrons pour faire baisser le coût du travail. Les patrons se font la guerre entre eux et ils présentent la note aux travailleurs : travail en miettes, vie éclatée ! La preuve, encore, chez Technal : 32,5 heures par semaines payées 39 (pour les «volontaires» des équipes uniquement) ; 36,45 heures avec 9 jours de RTT ; ou, enfin, 38 heures avec 10 jours de RTT. Pas mal, pense-t-on, mais c'est oublié la réalité : travail posté et rythmes de travail pénibles (3/8 et 4/33). Sans compter les heures supplémentaires que la direction de l'entreprise réclame, jusqu'à 220 heures par an, le contingent légal, qu'il sera désormais possible de dépasser.

Karl Marx disait que c'est dans les conditions même du travail, c'est à dire de l'exploitation, dans l'atelier, tous les jours, à chaque seconde, que s'exprime le plus clairement et le plus directement la lutte des classes. Tout dans leur système, de l'organisation de la société jusqu'à l'organisation de notre travail, est conçu pour nous pousser à l'individualisme, au fatalisme, et même à l'acceptation. C'est pourquoi la réponse ne peut être que collective. Les ouvriers de Technal-Toulouse l'ont expérimenté et prouvé : il faut se battre, on doit gagner !

Correspondance VP et sympathisants

Les travailleurs résistent

INTERVIEW

COMBIEN ÊTES-VOUS ET QUE FAITES-VOUS ? L'usine sert au conditionnement du riz de Camargue ; l'effectif pris en compte aujourd'hui est en gros de 100 ouvriers fixes sur un total de 146 ; mais selon la saison ou s'il y a lancement d'un produit, des intérimaires sont embauchés.

Après les inondations de décembre 2003 qui ont touché l'usine, nous avons été au chômage technique jusqu'en mars 2004. Les indemnités versées par les assurances devaient permettre le nettoyage et la reprise de la production. Mais rien ne se faisait. On a compris que Panzani qui possède les marques *Lustucru* et *Tauveau Ailé*, trouvait que ça coûtait trop cher de remettre en route. Alors le 25 mars 2004, on s'est réuni et on a occupé plutôt que d'attendre de se retrouver l'un après l'autre aux assedics sans rien tenter. Les patrons pensaient certainement qu'on n'opposerait pas de résistance à leur décision puisqu'on touchait 90% du salaire et des primes. Un an après, on touche encore l'intégralité de nos salaires : c'est une petite victoire.

PANZANI VOULAIT FAIRE UN COUP ICI À ARLES OU BIEN ÇA RENTRAIT DANS UN PLAN DE RESTRUCTURATION DU GROUPE ? Panzani (devenu entre temps Scali) a aussi supprimé 400 emplois sur Marseille en liquidant

notamment *Rivoire et Carré* et 800 dans sa filiale Yoplait. Le patronat a obtenu sans peine de l'État l'autorisation de licencier. Le gouvernement n'est pas neutre ; il répond à ce que demande le MEDEF qui, d'ailleurs, en réclame toujours plus. Quand on lit les déclarations des ministres, ils disent qu'il faut réindustrialiser et en même temps ils prennent des décisions contraires. C'est une politique à double face. En tant qu'ouvrier, on perd à cause des licenciements et en tant que contribuable, on paye des indemnités, des impôts pour satisfaire les grands groupes capitalistes.

AVEZ-VOUS AUSSI RENCONTRÉ LES AUTORITÉS, LE GOUVERNEMENT ? Dès avril 2004, nous avons une table ronde avec le préfet pour obliger Panzani à rouvrir l'usine et aussi avec Sarkozy, ministre de l'économie à l'époque. Les assurances doivent rembourser 15,5 millions d'euros, Sarkozy a proposé que cet argent soit remis dans la «revitalisation» du site au lieu d'être rendu aux actionnaires. Selon les accords, 11,7 millions d'euros devaient aller aux mesures sociales et au maintien de l'emploi. Et 3,8 millions de plus-values devaient aller à la remise en état. Enfin, le site devait être rétrocédé aux ouvriers par l'intermédiaire de la Mairie pour un euro symbolique. Mais Panzani traîne les pieds pour céder le site et prétend déjà avoir tout payé en salaires et mesures de reclassement. En fait les actionnaires n'ont rien perdu car ils ont continué à écouler les stocks.

OÙ EN EST VOTRE PROJET DE SCOP AUJOURD'HUI ? On considère que l'usine est à nous. Lorsqu'on a proposé notre dossier de SCOP, les services de l'État ne contestaient pas la validité économique du projet fondé sur le conditionnement du riz de Camargue. Maintenant il faudrait contraindre les actionnaires à respecter les engagements pris devant Sarkozy. Le but était de continuer, sous forme de SCOP, ce qu'on faisait avant en conservant le collectif ouvrier.

COMMENT S'EST MANIFESTÉE LA SOLIDARITÉ ? Même si on est dans un même groupe, on n'a pas la même histoire politique et syndicale. On essaie de résoudre notre problème ici. C'est difficile de faire prendre conscience à d'autres que tout le monde est menacé de licenciement. L'idée persiste que si on ne bouge pas, on passe peut-être à travers. Il y a eu deux manif à Arles. On a été trois-quatre fois au Comité central d'entreprise de Panzani à Lyon, plusieurs fois à Marseille : aux Nestival et à Rivoire et Carré.

L'ÉLARGISSEMENT DE L'EUROPE A-T-IL UN IMPACT SUR VOTRE SITUATION ? Pour nous, c'est la recherche du profit maximum, la casse des acquis sociaux. Le traité constitutionnel va essayer d'imposer un système dictatorial, une dictature. Les forces réactionnaires ont de plus en plus d'impact. Ce qu'ils appellent formes démocratiques, c'est des dictatures de la pire espèce, peu différentes d'Hitler qui a eu le plein soutien des grandes familles et des groupes

capitalistes. Ils nous proposent une démarche lourde de dangers pour le peuple, y compris en termes de conflits. Je voterai non. De toute façon, on est européen, mais la politique capitaliste crée des tensions de plus en plus fortes à l'intérieur de l'Europe.

COMMENT VOIS-TU L'AVENIR EN TANT QU'OUVRIER ? Il nous faut une autre approche, beaucoup plus claire en termes de société dans laquelle on veut vivre. Le plus important est d'avoir une organisation syndicale qui se positionne clairement à partir d'un point de vue de classe. Ce n'est pas parce qu'on est indépendant [en tant que syndicalistes vis-à-vis des partis politiques. ndr] que pour autant on doit rester neutre. Ce que je suis en tant que syndicaliste, je le suis en tant que citoyen. Face à la dictature du capital, on ne peut pas être neutre ou indifférent aux luttes d'autres catégories ; c'est pour ça qu'on a participé aux manif des enseignants. Par rapport à eux, on doit avoir aussi une position de classe.

Tout le monde doit pouvoir bénéficier des acquis sociaux. Ce qui était possible en 1945 ne le serait plus aujourd'hui alors que la productivité a beaucoup augmenté ? En fait, on est toujours sous l'esclavagisme : pour les DRH, les salariés sont des «ressources». On a juste de quoi manger pour qu'on puisse continuer à travailler.

MERCI D'AVOIR RÉPONDU À NOS QUESTIONS. Des militants VP

NOS COMMENTAIRES L'entrevue avec Serge a confirmé la capacité de résistance de ces travailleurs qui, en tant que collectif, cherchent à trouver à la fois des solutions pour eux-mêmes et à élargir la solidarité à d'autres comme ceux de Nestlé ou les enseignants. Il met l'accent sur l'importance de l'organisation syndicale sans exclure les prises de positions politiques ; nous, Voie Proletarienne, nous insistons sur la construction d'un parti communiste de type nouveau, c'est à dire qui mette à disposition des travailleurs les expériences les plus positives pour en finir avec la dictature du capital.

Une SCOP permet d'envisager la lutte ensemble ; mais en même temps, ça ne peut pas assurer l'avenir à terme dans cette société du fait qu'elle restera soumise, comme n'importe quelle entreprise, à la concurrence et autres lois du capitalisme. Dans la mesure où ces travailleurs caractérisent bien leur adversaire, groupes capitalistes et État, et prennent en compte la défense des intérêts des classes exploitées, nous soutenons leur lutte ; nous voulons la faire connaître ainsi que les leçons qu'ils pourront tirer demain de leur expérience.

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

LISEZ Partisan

LES BROCHURES PARTISAN À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

Manifeste

DE LA RÉSISTANCE À LA CONTRE-OFFENSIVE

2 euros

Une brochure **Partisan** 2 euros

Voile

DERRIÈRE LA LOI QUELS ENJEUX ?

1.5 euro

Une brochure **Partisan** 1.5 euro

LA PRODUCTION ALLÉGÉE

Le prolétaire, le riz et le groupe partit

1 euro

Une brochure **Partisan** 1 euro

RWANDA

10 ans après le génocide

2 euros

Une brochure **Partisan** 2 euros

Aulnay-sous-Bois (93)

Jeudi 3 mars 2005 les ouvriers se mettent en grève pour exiger le paiement à 100% des jours de chômage. Car la direction de l'usine a programmé une trentaine de jours chômés d'ici la fin de l'année 2005 payés à 60 % avec une prise en charge de l'État (avec nos impôts !). Après deux rencontres, grévistes, syndicats et représentants de PCA (Peugeot

Citroën Aulnay), ces derniers refusent le paiement à 100 %. Les ouvriers décident alors de continuer, soutenus par les syndicats SUD, CGT et CFDT de PCA, pour le paiement à 100% des jours chômés ainsi que le paiement des jours de grève. Après 8 jours de grève, le 14 mars 2005 les travailleurs de PCA arrache le paiement à 100% des jours chômés ainsi que des jours de grève.

La grève de Peugeot-Citroën

La grève ça paie, la grève est toujours d'actualité et reste un outil indispensable pour faire aboutir leurs revendications. Le syndicat SUD Auto a soutenu de bout en bout le mouvement de grève engagé par les salariés de PCA (Peugeot-Citroën Aulnay). Nous les avons rencontrés.

PARTISAN : LA GRÈVE EST TERMINÉE. QUEL BILAN EN FAITES-VOUS ? C'est un bilan largement positif pour SUD Auto de création récente. Plusieurs adhérents et délégués d'autres syndicats (FO et CFDT) nous ont rejoint. Il y a eu un changement d'opinion chez les travailleurs et en particulier chez les opérateurs qui travaillent sur chaîne. Le bilan c'est aussi l'alliance de trois syndicats dans la lutte (CGT/CFDT/SUD), et la reconnaissance de fait de notre nouveau syndicat SUD. La grève a été un réveil pour tout le monde. Le syndicat patron, la CSL (aujourd'hui SIA), qui était le maître, avant, avec ses 41% aux délégués du personnel, est aujourd'hui rejeté largement par les ouvriers. A tel point que, récemment, lors d'une diffusion sur les chaînes, les gars leurs prenaient les tracts des mains pour les mettre à la poubelle. Ajoutons qu'actuellement, la maîtrise se fait toute petite et très discrète.

LES JEUNES SEMBLENT AVOIR EU UN RÔLE CENTRAL... Ils ont eu un rôle important, ils ont été fortement grévistes. Il y a beaucoup de jeunes dans l'usine depuis plus de deux ans, depuis le lancement du C3. C'est une première expérience de lutte pour eux, et ils en veulent. Aujourd'hui, on discute à nouveau de grève, et les jeunes sont prêts à repartir. Ceux qui n'étaient pas dans le coup, lors de cette première grève depuis 22 ans, le regrettent beaucoup. Au départ de la grève, ils nous demandaient «Qu'est-ce qu'on risque ?». Tous étaient arrivés à la conclusion qu'avec les négociations, on n'arrivait à rien. Malgré tout, il y avait de l'hésitation à se lancer dans la lutte.

QUI A PARTICIPÉ À LA GRÈVE ? Les employés, les techniciens, ... avaient trop peur pour en être. Les ouvriers des chaînes (les opérateurs) étaient fortement présents. Toutes les nationalités étaient là, même des asiatiques



Photos : Dans la manif à Paris, le 10 mars

(vietnamien, chinois, pakistanais) étaient présents, malgré les problèmes de langues et surtout malgré l'encadrement sévère des agents de Citroën. On peut dire que la grève a été multinationale. Il y avait aussi des femmes... Beaucoup de liens se sont établis entre salariées et entre nationalités.

QU'EST-CE QUI A FAIT GERMER L'IDÉE DE CETTE GRÈVE ? Il y a eu un exemple de lutte dont on a beaucoup parlé ici. C'était celle d'une boîte de sous-traitance (TAÏS, ramassage de cartons). La grève se déroulait parmi nous. La trentaine d'ouvriers de cette boîte défilait dans l'usine. Après quelques jours de grève, les ouvriers ont emporté le morceau : ce fut le plein succès. «La grève ça paie», c'était le titre du tract de SUD après leur victoire. Cette grève victorieuse nous a donné des forces.

Alors quand la direction de l'entreprise a fait un «briefing» pour nous annoncer qu'il y aurait des jours chômés non payés, on en a beaucoup parlé sur les chaînes. Ça tardait à repartir. Alors, on a commencé à une vingtaine, on a défilé dans les ateliers, puis on a été 100, puis 200 et finalement on s'est

retrouvé à 700 grévistes actifs ! La grève était partie ! Elle a bloqué toute l'usine (5 200 personnes). Les jeunes ont été actifs pour propager la lutte, le téléphone portable a été une des armes de la grève : on se téléphonait d'une ligne à l'autre, d'une équipe à l'autre...

QUELLE ÉTAIT L'AMBIANCE DANS CETTE LUTTE ?

Bien des choses ont changé. On a pu voir ce que disait et faisait les syndicats, ceux qui étaient réellement du côté du patron, les mous et les combattifs. Ainsi certains, qu'on croyait combattifs, n'étaient pas des plus chauds, ils étaient très «modérés», ils disaient «qu'une grève c'était dur». Ils sont allés jusqu'à dire qu'il fallait «donner un préavis de grève». C'est faux : il n'y a pas de préavis dans le privé. SUD a été déterminant dans le démarrage de la grève, la CGT a suivi. Les directions de FO et de la CFDT tiraient en arrière, dès qu'ils ont pu signer avec la direction un accord pourri ils l'ont signé, puis ont disparu. Beaucoup à la base les ont désavouées. Nous, à SUD, bien que minoritaire et nouveaux, nous y étions à 100%.

JUSTEMENT, COMMENT CETTE GRÈVE A-T-ELLE PU TENIR ET SE DÉVELOPPER ? Les grévistes et notamment les jeunes en voulaient. Puis on a pratiqué systématiquement la démocratie de base par assemblées générales : tout y était décidé dès le départ et au grand jour. Pas d'ordre qui tombait de haut et de «dirigeants» qui décident pour tous. Il y avait un Comité d'organisation qui préparait les AG et qui faisait des propositions. Ce Comité était composé de 80 personnes syndiquées et non-syndiquées. Lors des réunions de négociation avec la direction, nous avons imposé la présence de grévistes avec les délégués. Au départ la direction n'en voulait pas, puis nous avons imposé 2 délégués par syndicats et une vingtaine de grévistes, soit environ 30 personnes. Malgré l'attitude de certains syndicats qui avaient signé un accord avec la direction, malgré les pressions physiques des cadres sur les grévistes, on a imposé la victoire. Et s'il n'avaient pas payé les jours de grève nous aurions continué. Ils ont du fric à Citroën pour cela !

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES ? On se prépare à de nouvelles grèves, l'ambiance est chaude, et cette fois-ci on s'y prépare pour 3 ou 4 semaines. La direction veut nous faire travailler gratuitement le lundi de Pentecôte. Nous refusons catégoriquement : nous verserions 100% de notre journée, mais PSA n'en verserait que 0,3%. C'est le monde à l'envers !

Pire : une nouvelle grille de salaires, signée par les directions syndicales, sauf SUD et CGT, aggrave encore plus nos conditions : elle condamne la masse des ouvriers aux salaires les plus bas. Nous venons, SUD, de faire un appel à la CGT et à la CFDT pour une rencontre et pour réagir vite et ensemble : l'union fait la force ! Un courrier leur propose une réunion intersyndicale pour en débattre et agir.

LA FORCE DES TRAVAILLEURS, C'EST LA GRÈVE !

LE LABEL ALIBI

PSA-Peugeot Citroën a reçu le premier label «égalité professionnelle», inventé par le ministère de la parité et l'égalité professionnelle. Sans doute car on compte une femme sur les 21 membres du conseil de surveillance et du comité exécutif. Ou parce que le nombre de femmes agents de maîtrise passées cadres s'est accru de 24 à 56, sur 85 400 salariés dans le groupe.

CHÔMAGE BIDON

La direction de PCA demande 6 000 voitures par semaine, ce qui fait une cadence très élevée de production de 1200 véhicules par jour. Or, elle veut imposer une cadence de 1500 par jour, donc 6000 véhicules en 4 jours, et mettre au chômage le vendredi. Résultat : augmentation de la productivité du travail, donc des profits, et baisse des salaires. Salaires qui en moyenne tourne, sur les chaînes qui sont postées, autour de... 1200 E (7 800 F environ). Rappelons que le groupe PSA annonçait récemment : 3,2 millions de voitures vendues en 2004 (soit +2,7% d'augmentation) ; et d'énormes bénéfices : 1,3 milliards d'euros, soit 6 500 E par salariés.

LE SYNDICALISME NE PEUT SE DÉVELOPPER QUE S'IL PRATIQUE LA DÉMOCRATIE, SEUL GAGE DE CREDIBILITE ET D'EFFICACITE.

Le syndicat Sud Auto répond aux attentes d'un syndicalisme efficace et concret à l'écoute des salariés. Nous occupons un espace dont n'ont pas su s'emparer les autres organisations syndicales, bien plus lentes à se rénover. En cela, la création de Sud Auto est une contribution au projet syndical novateur. Il s'agit bien de dépasser le syndicalisme de délégation, pour faire un syndicalisme qui agit avec les salariés et non pas à leur place. Il faudra compter avec nous dans les années à venir, car nous souhaitons accueillir toutes celles et ceux qui sont à la recherche d'un outil syndical différent et qui se reconnaissent dans nos valeurs. (Déclaration de Sud Auto sur son site internet : www.sudauto.org)



NON À LA CONSTITUTION

Je suis allé mettre le nez dans une réunion pour le Non

ALORS ? La réunion était appelée par les Verts, les Alternatifs et le PCF. D'habitude, sur ma ville du 93, il y a généralement peu de monde à ce type de réunion, là il y avait environ une quarantaine de personnes. Des gens de tous les âges, certains venaient des villes d'à côté. Je n'ai pas regretté d'y avoir perdu mon temps.

ÇA C'EST PASSÉ COMMENT, CE N'ÉTAIT PAS UN PEU TENDU ? J'ai été étonné : pas de discours fleuves des 3 partis. D'entrée, après quelques mots d'introduction la parole a été donnée à la salle. Et le micro a bien tourné. Trois questions avaient été retenues pour parler du projet de Constitution: les privatisations, la laïcité et la démocratie.

Sur le premier point, sur la base d'un rejet affirmé au projet, l'électoratisme des Verts et du PCF m'a frappé. Ils étaient affolés à l'idée de ne plus avoir la moindre «légitimité d'élus (maires ou conseillers) si les services publics disparaissaient». Ils ne peuvent concevoir l'activité «d'opposants» que d'une manière gestionnaire des services publics. Ils m'ont fait penser à ces syndicalistes réformistes dont l'essentiel de l'activité dans l'entreprise c'est de gérer les œuvres sociales.

D'ailleurs dans leurs interventions il y avait un mélange, une confusion voulue entre le service public et les acquis sociaux des travailleurs. Comme si tous les services publics avaient été le résultat des luttes sociales. Il a bien fallu qu'on s'interroge sur le caractère réellement public de services. L'École par exemple est-elle bien «ouverte» et accessible à tous les publics de la maternelle aux grandes écoles ? Les grandes entreprises publiques comme la SNCF, La Poste, EDF-GDF ne sont pas non plus ouverts et accessibles à tous de manière égalitaire. Elles fournissent 70 à 80% de leurs services à prix sous évalués aux entreprises capitalistes, c'est le particulier qui compense, etc. Alors si on défend tel ou tel service public c'est pas pour le conserver tel quel et c'est même en voyant leurs limites pas très populaires.

ET LE PROJET DE CONSTITUTION LÀ DEDANS ? Il est clair que les privatisations ne vont pas commencer avec l'adoption de la Constitution. Elles ont déjà commencé, la gauche comme la droite y ont contribué largement. Qu'on se souvienne de France-Télécom, d'Air-France... Je m'étais clairement situé pour le NON à la Constitution ce qui m'a donné largement la possibilité d'argumenter pourquoi. J'ai lié ce non au non à l'Europe qui se construit depuis plus de 40 ans...

ÇA A DU GRINER DES DENTS LÀ ? Le «haut responsable politique» du PCF a nettement défendu l'Europe : «on a besoin de coopération économique, d'échanger des savoirs, on a besoin de dépasser les frontières...» Mon patron dit la même chose et tous les monopoles capitalistes pratiques cette ouverture des frontières pour leurs capitaux, leurs marchandises. Mais le «haut responsable» regrettait que la nouvelle Constitution ce soit la «concurrence et la rentabilité à outrance». Où a-t-il vu un capitalisme sans concurrence, sans renta-

bilité maximum ? Je suis bien sûr revenu sur la nature réelle de cette Europe, sur le capital financier qui en dirigeait la construction, sur les dégâts qu'elle avait déjà fait depuis plus de 30 ans avec ses restructurations et sa cohorte de licenciements, de précarité, de chômage... Cette Europe qui ne construisait pas la «paix», mais qui menait la guerre économique avec ses concurrents et contre les peuples. Cette Europe qui menait des interventions militaires en Yougoslavie, en Côte d'Ivoire... et en préparaient d'autres. Cette Europe qui se construisait comme une forteresse interdisant la libre circulation des individus immigrants économiques ou politiques, victimes des dégâts de la guerre économique menée par les monopoles européens dans les pays dominés. Le projet de Constitution ne faisait finalement que «légaliser» ce développement, tout en traçant de nouvelles perspectives toutes autant anti-populaires.

Des représentants d'Attac prenaient souvent la parole après moi, pour nuancer mon propos et un peu pour noyer le poisson, toutefois ils ont montré que l'AGCS et d'autres accords au niveau mondial avaient déjà tracé l'essentiel du contenu de la nouvelle Constitution européenne.

ET CONCERNANT LA LAÏCITÉ ET LA DÉMOCRATIE ? Sur ces deux questions, il est vrai que, relativement à la légalité française, ce projet va très loin. Il liquide la laïcité, et rend encore plus formelle la «démocratie» parlementaire. Mais là aussi le débat nous a amené à nous interroger sur la laïcité française : ne pas oublier qu'en Alsace et en Lorraine, l'Église n'était pas séparée de l'école, qu'en Bretagne dominait toujours l'école privée, sans parler du «traître Mitterrand» qui avait généralisé le financement public des profs de l'école privée. Repousser le projet constitutionnel ce n'était pas pour exalter «les acquis laïcs et républicains français», comme disaient des intervenants. Il y a encore fort à faire pour la séparation de l'église et de l'État.

Sur la démocratie proposée par le projet de Constitution, il est vrai qu'il ne reste plus rien et même plus aucun espace pour nos candidats à une gestion de gauche du capitalisme européen. Ils se retrouvent dans une nouvelle situation: plus de grain à moudre et une gestion de plus en plus difficile. De moins en moins de services «publics» à gérer et donc de plus en plus des situations difficiles (galère des jeunes, des femmes, des chômeurs, etc.) quasi ingérables — la «gauche» a fait des lois tout autant répressives que la droite ; a tout autant recours à la police pour «maintenir l'ordre». Le tout dans une situation où la «démocratie» institutionnelle qu'elle soit municipale, régionale ou nationale est de plus en plus illusoire, vide et pas très populaire. Démocratie vidée encore un peu plus par le projet de Constitution.

Là encore, Attac est venue à la rescousse de nos ex-«réformistes», me posant la question: «Alors qu'est-ce que tu proposes ? Quelle alternative ?» Ils croyaient me coincer sans doute, car la seule réponse qui émergeait, c'était qu'il fallait résister et résister encore dans les quartiers — pacifiquement, évidemment ! — pour faire progresser le Non. Au-delà, aucune autre perspective qu'attendre les

prochaines élections municipales ou nationales. Ce qui laissait tout le monde sceptique et ne soulevait guère l'enthousiasme y compris chez les candidats gestionnaires.

C'EST AU PIED DU MUR QU'ON VOIT LE MAÇON ! J'ai, sans l'avoir voulu ni envisagé, fait, en quelque sorte, la conclusion de la réunion. J'ai donc parlé de perspectives et j'ai sorti les «gros mots» : socialisme véritable, collectivisation, planification... Et que, si ce n'était pas immédiatement à l'ordre du jour, c'était dans cette perspective qu'il fallait envisager les résistances quotidiennes en partant des besoins des masses et non des enjeux électoraux et des fauteuils de gestionnaires. Cela a jeté un froid, on m'a regardé parfois avec sympathie, mais on ne m'a pas coupé la parole.

QUEL BILAN FAIS-TU DE CETTE RÉUNION ? D'abord je pense qu'il faut y aller. Les «réformistes» nous offrent une tribune et nous sommes écoutés, faut pas se gêner. Puis, je suis toujours intervenu en disant d'entrée que j'étais pour le Non à la Constitution, ce qui m'a de suite ouvert des sympathies et une écoute. Si d'entrée je n'avais pas été clair, du style «je ne voterai pas Oui», je n'aurais pas eu la même écoute. Toutefois, mon Non a toujours été associé à une critique de l'Europe capitaliste et impérialiste. Donc je ne m'arrêtais pas à une dénonciation du projet constitutionnel, je montrais toujours le lien que ce projet avait avec toute l'histoire de l'Europe Unie. Enfin, s'il faut aller à ce genre de réunion, il ne faut pas y aller seul, il faut multiplier les angles de vue et y aller avec quelques tracts ou journaux, on fait toujours de bonnes rencontres.

Interview Partisan

LIONS EN UN TOUT LES LUTTES SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

La campagne politique pour ou contre la Constitution européenne se développe, nous ne serions nous en plaindre. La politique doit sortir des alcôves parlementaires, elle ne doit pas être l'affaire de spécialistes, de savants. La masse des travailleurs doit s'en emparer. Sa vie, son avenir en dépend. Peut-on les laisser aux mains des politiciens professionnels, qui ne tiennent jamais leurs promesses électorales ?

Faut-il opposer l'expression des mécontentements populaires à la lutte politique ? Les grèves, les manifestations, les occupations d'entreprises, d'établissement scolaires et tout autre forme de manifestation publique doivent être développées. La lutte politique actuelle contre la Constitution capitaliste doit être un point d'appui et un moment de la lutte sociale. Luttés sociales, luttés économiques et luttés politiques doivent contribuer à l'organisation des mécontentements contre les attaques patronales européennes et contre le gouvernement Chirac/Raffarin/Seillière.

L'OCML-VP/Partisan appelle clairement à voter NON. Le succès du Non sera un échec du gouvernement, un échec de la construction d'une Europe capitaliste et impérialiste. Il redonnera du dynamisme aux luttes sociales.

Alors, en avant développons lutte sociale, lutte économique et lutte politique pour renforcer le camp populaire. Organisons patiemment et inlassablement la classe ouvrière, le prolétariat afin de reconstruire un véritable Parti communiste et révolutionnaire ! Le Comité de rédaction

COURRIER

Quand Victor Hugo est élu président du Congrès de la Paix qui s'ouvre à Paris le 21 août 1849, l'idée d'unir les peuples européens a déjà fait son chemin. Saint-Simon préconise la solidarité industrielle entre les nations et un parlement européen dès 1814-1816. Auguste Comte prône une monnaie européenne en 1848, et l'on commence à rêver de l'avènement de la paix par la médiation diplomatique et le suffrage populaire. Contre l'Europe des rois de 1815 naît l'idée d'une Europe des peuples, fondée sur la démocratie et la justice sociale, destinée à assurer la paix universelle : une Europe révolutionnaire..

Or, où en sommes-nous aujourd'hui ? Quelle communauté de destin s'agit-il de constitutionnaliser, le 29 mai, par le choix référendaire ? De quel ordre constitutionnel parlons-nous ? Celui d'une Europe de tous ? Hélas, mille fois hélas, NON ! S'agit-il là de parler d'une Europe généreuse aux travailleurs ? Encore moins ! D'une Europe qui fait du bien au peuple et à ses enfants et petits-enfants ! Il en va du contraire ! Alors,

En attendant Hugo !

sur quelle Europe est-on appelé à voter ! Eh bien, tout bonnement sur celle qui existe dans le texte de la Loi fondamentale !

Il faut dire que les 448 articles du Traité constitutionnel sonnent, de leur vocabulaire indigent, comme le roulement du tambour de la guerre sociale ! Le style plus proche des statuts du FMI et de la BCE, que de la plume révolutionnaire de Hérault de Sechelles, ne parle ni d'Égalité réelle, ni du droit de résistance à l'oppression. Jusqu'à rendre gorge, le syndicat du OUI, hurle les mots de la chanson louis-philipparde de la belle restauration libérale : «banque» 186 fois, «marché» 88 fois, «concurrence» 33 fois, «capitiaux» 23 fois, «service public» une seule fois, «droit au travail», «fraternité» et «laïcité» zéro fois. Pas de quoi faire rougir de plaisir, le peuple européen de gauche !

Diantre ! L'évidence est là ! Cette constitution est ce que l'analyse marxiste pourrait qualifier de photographie d'un état réel des rapports de force dans la lutte des classes... De quoi soulever d'aise l'enthousiasme de l'actionnaire contre l'électeur prolétaire !

Placez en son centre nerveux le Capital, cœur du projet européen, y soumettre sans

vergonne le Travail à son ordre social, lancez des prédicats modernes sur l'économie de rente, ajoutez la vassalisation des peuples aux intérêts stratégiques de l'OTAN sous hégémonie américaine, et vous aurez le OUI ! Belle revanche, en tout cas, des petits muscadins du libéralisme le plus débridé et autres petits chaperons roses de l'économie «sociale» de marché !

Milton Friedman, Friedrich Hayek, John Rawls et tous les héros du modèle libéral ont enfin trouvé leur Constitution ! Par-là morbleu, s'agit-il de l'apologétique du Saint Marché comme fondement d'un nouvel ordre social ?

Parlez-vous de «la Constitution de la Liberté» de Hayek ? Que nenni, votre excellence ! Alors, de quelle Constitution s'agit-il, pâle sans bleu ? Sire, de la baronnie Seillière, grand patron des patrons d'Europe, «il s'agit de la Liberté du renard libre dans un poulailler libre.» Bien ! Très bien, maraud ! Et que voterez-vous mon brave, le 29 mai prochain ? À vous de devenir prestement, camarade !

Le 29 mars 2005, un lecteur parisien

EUROPÉENNE



1 CONDITIONS DE TRAVAIL ? C'est la flexibilité et la docilité des salariés, contraints d'accepter sans condition n'importe quel contrat (intérim, contrats précaires, ...) : «*L'Union et les États membres s'attachent [...] à promouvoir une main-d'œuvre qualifiée, formée et susceptible de s'adapter ainsi que des marchés du travail aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie, en vue d'atteindre les objectifs visés à l'article I-3.*» Art. III-203.

■ **Il faut se battre pour : un horaire de travail quotidien de 6 heures par jour et de 30 heures par semaines sans flexibilité.**

2 SALAIRE MINIMUM POUR TOUS ? Aucune référence n'est faite à un salaire minimum, à un Smic. La stabilité des prix est un objectif affirmé, celle des salaires n'est jamais citée. D'ailleurs la Constitution européenne exige l'unanimité des 25 États membres pour toute législation sociale et fiscale. Autant dire que vous pourrez toujours attendre pour faire adopter de telles mesures par tous. Remarque : pour les décisions économiques et financières l'unanimité fait place à la «majorité qualifiée».

■ **Il faut se battre pour : un salaire minimum pouvant satisfaire aux besoins fondamentaux de se nourrir, se loger, se vêtir et se reposer.**

3 TEMPS DE TRAVAIL ? La Constitution européenne prône «*la flexibilité de la main-d'œuvre et du marché du travail*». La notion de «durée légale du travail» est abolie : «*Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés.*» Art. II-91.

Fini donc la semaine de 35 ou même 39 h (déjà fortement remise en cause par les lois Aubry !) ; elle sera remplacée par les 1 600 h annuelles (pour l'instant, car la Commission européenne autoriserait la semaine de travail de 65 heures.) 1 600 heures réparties en fonction des besoins de l'employeur avec pour seul impératif une pause minimale de 10 ou 11 h entre deux journées de travail, ou un jour de repos dans la semaine. Rappelons aussi que les conditions de vie et de travail sont soumises à la «*création des conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie*».

■ **Il faut se battre pour : 30 heures, sans baisse des salaires, sans précarité et avec embauche des chômeurs**

4 DROIT AU TRAVAIL ? Il est remplacé par : «*Le droit de travailler et de chercher un emploi*». Faut-il encore en trouver ! Rappelons que les Constitutions de 1946 et 1958 précisent que «*toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail [...] et à la protection contre le chômage*». Ce qui est fondamentalement différent du projet de Constitution.

DROITS DE GRÈVE ? Le projet place le droit au lock-out patronal à côté du droit de grève.

DROIT AUX PRESTATIONS SOCIALES ? Il est aboli de la manière suivante : «*L'Union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurant une protection dans des cas tels que la maternité, la maladie, les accidents du travail, la dépendance ou la vieillesse, ainsi qu'en cas de perte d'emploi [...]*» Art. II-94.

Ce droit d'accès est le droit d'accéder à ces prestations, encore faudra-t-il en avoir les moyens...

Rappelons l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de

l'homme : «*droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse*».

DROIT À L'AVORTEMENT ? À LA CONTRACEPTION ? Il n'est pas affirmé et est remis en cause implicitement dans la formule : «*Toute personne a droit à la vie.*» Art. II-62.1.

En résumé, le droit aux allocations de chômage, à un revenu minimum, à la retraite, à l'avortement... n'est plus reconnu. La Constitution européenne tire vers le bas le minimum ces droits.

■ **Il faut se battre pour : Droit à la retraite à 55 ans, à un revenu minimum reconnu au travail comme au chômage. Droit à la contraception libre et gratuite**

5 EMPLOI ET DÉLOCALISATION ? «*Cherche à promouvoir un développement équilibré et durable et assure la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement.*» Art. II-Préambule. Remarque : la libre circulation des personnes est limitée à celles appartenant à la «communauté européenne».

«*[...] les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre sur le territoire d'un autre État membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.*» Art. III-137.

Autrement dit, l'employeur pourra délocaliser tout ou partie de l'entreprise et vous contraindre (voir plus haut) soit à la suivre, soit à la démission.

L'Union européenne vise : «*[...] à éliminer les procédures et pratiques administratives, ainsi que les délais d'accès aux emplois disponibles découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la libéralisation des mouvements des travailleurs.*» Art. III-134. «*Tout citoyen de l'Union a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout État membre.*» Art. II-75.

Les capitalistes ont toujours été et il le réaffirme ici pour la «liberté» d'exploiter en toute liberté. Tout est prêt pour continuer à exploiter massivement la main-d'œuvre d'ici et d'ailleurs.

■ **Il faut se battre pour : le maintien de tous les emplois, contre tous licenciements...**

6 LA LAÏCITÉ ? Le principe de séparation de l'Église et de l'État est clairement remis en cause : «*L'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les églises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres.* [...]» Art. I-52.1.

UNE POLITIQUE DE PAIX ? La Constitution européenne accélère la militarisation de l'Union et lui permet de s'engager dans des opérations militaires offensives, même à des milliers de kilomètres de ses frontières. Et, précise la Constitution, elle «*respectera les obligations découlant du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord*».

■ **Il faut se battre pour : une complète laïcité et contre toutes interventions militaires.**

SM

C'est nous qui soulignons tout au long de cet article

Mouvement lycéen

La mobilisation lycéenne a tenu bon !

A lors que dans le mouvement de 2003 les lycéens étaient quasi absents, ils ont été nombreux à se mobiliser en ce début 2005 contre la loi Fillon sur l'École. Pendant deux mois, dans les centres-villes comme dans de nombreuses banlieues populaires, ils ont lutté contre vents et marées. Car, en effet, leur chemin a été semé d'embûches. Il y a eu d'abord les violences dans les manifestations parisiennes (voir Partisan n°193), qui ont semé peur et découragement. Il y a eu la relative passivité des enseignants qui globalement les ont laissés faire sans se lancer dans la grève avec eux. Ce ne sont pourtant pas les appels des lycéens vers les enseignants qui ont manqué : «*Sans vous, on ne tiendra pas !*». Ensuite il y a eu la procédure d'urgence décidée par le gouvernement pour accélérer le vote de la loi, adoptée le 24 mars. La réponse des lycéens ? Radicalisation des actions par blocage et occupations des lycées en masse dans toute la France. Mais les lycéens ont continué la lutte pour son abrogation, continuant les actions, avec occupations de rectorats (Paris, Toulouse, Marseille...). Maintenant, la répression policière s'abat sur eux...

LES SYNDICATS LYCÉENS SONT À LA REMORQUE.

Tout cela, les lycéens ont pu le faire grâce à leur organisation à la base au sein du mouvement. Dans chaque ville ou région, ils ont monté des coordinations fonctionnant à la démocratie directe, ainsi qu'une Coordination Nationale dont les participants sont mandatés.

Pendant ce temps, les syndicats lycéens (UNL et FIDL) ont rapidement été dépassés. Leurs représentants se sont faits souvent huer dans les coordinations. Ces syndicats montrent en effet une méfiance vis-à-vis de l'auto-organisation lycéenne. Un syndiqué UNL a expliqué par exemple : «*je suis simplement contre une coordination nationale auto-proclamée qui ne*

respecte pas le travail des autres [l'UNL et la FIDL] sous prétexte qu'ils ne lui obéissent pas en appelant à la même chose le même jour». On y décèle la peur de la concurrence, le sentiment d'être dépossédé sur un terrain (syndical) que l'UNL a l'habitude de tenir quasi seule avec la FIDL.

LES SYNDICATS ENSEIGNANTS N'ONT RIEN FAIT.

De leur côté, les principaux syndicats enseignants (SNES, FO...) ont encore moins aidé à la mobilisation. Il y a eu quelques expressions de soutien, mais guère plus. Certes, la population enseignante était visiblement peu motivée pour se mettre en mouvement, mais le mécontentement face à la loi Fillon était quand même présent. Le rôle d'une direction syndicale digne de ce nom aurait dû être de provoquer des AG, des débats parmi les enseignants, d'appeler systématiquement aux actions décidées par les lycéens, afin de progressivement construire la mobilisation enseignante. Mais cela n'a pas été fait. La preuve est encore faite que ces directions syndicales ne nous servent actuellement à rien dans la lutte. Sont-elles trop préoccupées par les négociations salariales en cours, ont-elles trop peur d'un mouvement qui les déborderait, refusent-elles de s'investir dans une lutte à dimension politique, anti-gouvernementale ?

Quoiqu'il advienne des luttes des lycéens et de leur détermination, il ne faudra pas laisser leur volonté d'organisation sans lendemain. Rejeter les syndicats et les organisations politiques tout court, ce n'est pas une perspective : l'organisation est nécessaire. Il faudra travailler au contraire à construire de nouvelles organisations qui durent, capables de faire le travail que les autres ne font pas. Ou transformer les organisations qui existent pour changer leur direction, et faire qu'elle représente nos besoins de lutte contre le rouleau compresseur capitaliste.

Marc Roux



Les lycéens réprimés à Lille.

Sans-papiers

Depuis le 4 mars 2005 au soir, une centaine de sans-papiers (du 9e collectif) occupent les locaux du comité parisien de l'Unicef, 7 rue Saint-Lazare. Pourquoi l'Unicef ? Parce qu'aujourd'hui les enfants de sans-papiers subissent les conséquences de l'aggravation de la politique répressive de Sarkozy, puis de Villepin. En effet ce dernier a franchi depuis quelques mois un palier dans le sordide en utilisant délibérément les enfants de sans-papiers afin d'interpeller les parents.

Occupation de L'Unicef



Photo © www.basoh.org

Mercredi 2 février, à Fameck, en Moselle, la gendarmerie a arrêté deux adolescents au collège Charles De Gaulle afin de s'en servir comme otage pour attraper leur père, un irakien, qui fait l'objet d'une mesure d'éloignement. Les enfants ont été placés en foyer, leur père ayant disparu pour éviter l'arrestation.

DÉLATION, ARRESTATION ET RÉTENTION D'ENFANTS. La police n'hésite pas à arrêter des enfants à l'école maternelle ou primaire, qui sont dirigés directement avec leurs parents dans des centres de rétention surpeuplés, insalubres, où ils subissent la promiscuité et des violences verbales (insultes

à caractère raciste) et physiques. A Rennes et à Nantes les rectorats et académies, sous couvert d'un ordre du procureur, ont eu obligation de diligenter des enquêtes auprès des établissements scolaires pour savoir où est scolarisé tel ou tel enfant. Le Sinistre de l'Intérieur encourage donc la délation. (On a en tête les lois Perben qui demandent aux travailleurs sociaux de jouer un rôle d'indicateurs de police).

La situation dans les zones d'attente est très dure. D'après l'Anafe (Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers), les enfants qui y sont maintenus *«ne bénéficient pas en pratique, du régime de protection particulière qui leur est dû. Aujourd'hui comme hier, en zone d'attente, les objectifs de maîtrise des flux migratoires priment sur le respect des droits spécifiques dus aux mineurs»*. Dans son rapport de novembre 2004, «La zone des enfants perdus, mineurs isolés en zone d'attente de Roissy», l'Anafe répertorie tous les écarts par rapport à la procédure officielle de maintien des étrangers dans les zones d'attente : *«problème d'interprétation, incompréhension des procédures appliquées, maintien dans des locaux inappropriés, demandes d'asile considérées comme «manifestement infondées», violences physiques ou morales concernant les enfants autant que les adultes. Souvent ils sont refoulés avant d'avoir le temps d'évoquer en détails et avec sérénité leur situation devant les autorités compétentes, le juge des libertés et de la détention, alors que celui-ci est garant des libertés individuelles.»*

DES DROITS DE L'HOMME ? Pour les besoins de sa politique la France viole chaque jours les lois qu'elle a mise en place, (Article 375 du Code Civil en ce qui concerne la protection de l'enfance), comme elle viole les texte internationaux, la Convention des Droit de l'enfant qui stipule que « nul enfant ne fera l'objet d'immixtion arbitraire ou illégale dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteinte illégale à son honneur ou à sa réputation. L'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes. *«Le*

placement dans un centre de rétention est une immixtion arbitraire ou illégale» ; un texte qu'elle a ratifié et dont elle a célébré en grande pompe le dixième anniversaire en novembre dernier. Puis elle va donner des leçons sur le respect des droits de l'homme à la Chine et donner des cours de démocratie aux dictateurs africains qu'elle a mis en place.

QUE FAIT L'UNICEF FACE À L'OCCUPATION DE SES LOCAUX ? L'Unicef essaie de sauvegarder une image humanitaire mais dans la pratique elle dénigre l'action des Sans-papiers. Dans un premier temps la direction a assuré au 9ème collectif qu'elle ne demanderait pas l'évacuation par les forces de l'ordre, puis elle a contacté, à la demande des sans-papiers, le ministère de l'Intérieur. Ce contact a abouti à un premier rendez-vous avec Mr Crone, représentant le service des étrangers à la préfecture de Paris, le lundi 7 mars, soit trois jours après. Au cours de cette réunion les décisions suivantes ont été prises : Réexamen de la liste remise par le collectif, et dans la journée envoi de deux faxes au collectif, le premier résumant la réunion et le second en fin de journée, apportant une première série de réponses pour les régularisations. Naturellement le premier fax est arrivé, il n'engageait à rien, le deuxième fax sensé apporter des réponses n'est jamais arrivé !!! Dans un deuxième temps, le 18 mars, la direction de l'Unicef a demandé expressément aux sans-papiers de quitter les lieux. *«Au nom de la défense des droits des enfants défavorisés du monde»* accusant le collectif 1) de l'empêcher de faire son travail humanitaire ; 2) de ne pas lui avoir présenté les dossiers des familles dont les enfants sont victimes de violation de leurs droits fondamentaux ; 3) d'exploiter les enfants en les enfermant et en les faisant vivre dans la promiscuité des locaux occupés.

LA RIPOSTE DES FAMILLES. Ce à quoi les familles ont répondu que : 1) les bénévoles de l'Unicef ont accès aux bureaux du premier étage, non occupés, (le collectif se cantonne au rez-de-chaussée) et sont en mesure de collecter des dons pour leur campagne. D'autre part, les membres du collectif ont soin d'orienter toutes les personnes qui se présentent à la boutique vers ces bureaux ; 2) Les enfants présents sont ceux de parents sans-papiers, donc potentiellement expulsables, donc en danger. Quant aux dossiers, ils sont déposés à la préfecture, c'est pourquoi l'Unicef n'y a pas accès. 3) Les enfants de sans-papiers subissent quotidiennement les conséquences (en terme d'éducation, d'accès à la santé, de logements insalubres, d'épanouissement personnel) de l'extrême précarité dans laquelle vivent leurs parents, qui pourtant travaillent pour la plupart. Les familles présentes à l'Unicef ont choisi de se battre, de lutter pour la régularisation de tous. C'est dans les zones d'attente que des enfants sont enfermés ou pris en otage. Et ce sont les gens du quartier qui ont fourni des duvets, des couvertures



Photo © www.basoh.org

- **REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS AVEC UNE CARTE DE 10 ANS !**
- **ARRET IMMEDIAT DES EXPULSIONS !**
- **FERMETURE DES CAMPS DE RETENTIONS !**
- **LIBERTE DE CIRCULATION !**
- **EGALITE DES DROITS ENTRE FRANCAIS ET IMMIGRES !**

et qui chaque jour viennent prendre des nouvelles, apportent à manger, du thé et expriment leur solidarité.

GRÈVE DE LA FAIM. Depuis le 17 mars à 17 heures, onze sans-papiers ont pris la décision individuelle d'entamer une grève de la faim. Médecin Sans Frontières (organisation liée au Parti Socialiste et dirigée par Kouchner) a refusé catégoriquement d'assurer le suivi médical des grévistes, sans doute par solidarité avec l'Unicef ! Et Médecins du Monde tergiverse en donnant des excuses bidons. Ne nous y trompons pas, toutes ces organisations humanitaires, pleines de bon sentiments, demandent seulement plus «d'humanité», plus «de Droits de l'Homme» dans la répression et l'expulsion

des immigrés, sans en remettre en cause le principe même! Elles sont liées financièrement et politiquement à l'État. Elles pensent les plaies occasionnées par les guerres que mènent les puissances impérialistes pour se partager les matières premières.

Une militante VP



A LIRE !
Bienvenue en France
Anne de Loisy
Une journaliste s'est faite engager par La Croix Rouge pour avoir accès à la zone d'attente de Roissy, et savoir ce qui s'y passe. 237 pages
Éditions du Cherche-Midi

POURQUOI UNE TELLE POLITIQUE ?

Il y a une dizaine d'années, la politique répressive du gouvernement (les lois Pasqua entre autres) envers les sans-papiers avait moins pour but d'expulser que de «terroriser», afin que ceux-ci acceptent leur situation de main d'œuvre bon marché au service des patrons. Aujourd'hui il s'agit d'expulser un maximum. Le ministre de l'Intérieur a procédé à l'expulsion de 12 000 sans-papiers en 2004, ce qui représente une augmentation de 40% du nombre d'expulsés par rapport à l'année 2003. Il programme d'ores et déjà 20 000 expulsions en 2005. On pourrait avancer l'hypothèse que la perspective de l'arrivée de main d'œuvre qualifiée, et à faible coût, provenant des pays de l'Union Européenne et orchestrée par la fameuse directive Bolkenstein, (même si celle-ci est repoussée pour l'instant) explique ce durcissement.

HAMIDREZA SAIDIAN LA MOBILISATION CONTINUE

Plus de 1 200 personnes ont signé la pétition pour demander la régularisation de Monsieur H. Saïdian dont nous avons exposé la situation dans un précédent *Partisan*. Un début de campagne de presse a été organisée avec des rencontres avec des journalistes et des articles sont parus dans les journaux *Lyon Capitale*, *L'Humanité*, le *Manifeste*. Le syndicat étudiant FSE a voté un soutien national sur cette situation. Plusieurs interventions se sont faites à l'occasion de fêtes ou de rencontres comme la Fête de l'Humanité à Lyon, et un e intervention à la fête de l'égalité avec une exposition d'oeuvres d'artistes et en fin de journée un autodafé de photocopies de cartes d'identités françaises où nous étions plus de 100 à avoir voulu brûler nos cartes puisqu'il y a des gens qui ne peuvent avoir des papiers alors personne n'a de papiers. Moment symbolique mais chargé d'émotions et moment qui a regroupé plu-

sieurs collectifs en lutte pour la régularisation des demandeurs d'asiles et sans papiers.

Ces luttes sont longues, dans le temps elles demandent une mobilisation forte et multiple dans tous les aspects de la vie, elles permettent en l'occurrence de nombreux débats et prises de conscience sur la nature de notre impérialisme, sur la non vie faite aux demandeurs d'asile, sur l'intérêt que les patrons ont à maintenir dans l'illégalité de nombreux salariés qui vivent dans la peur l'angoisse et acceptent des conditions quasi d'esclavage.

Une collecte s'est aussi organisée pour pouvoir payer un avocat et c'est aussi une forme de solidarité qui montre que nombreux sont ceux qui en ont marre des conditions faites aux demandeurs d'asile.

Si vous le souhaitez prenez contact avec le comité de soutien à Hamidreza en passant par le journal *Partisan* qui transmettra.

Le collectif de soutien

Afghanistan

Rawa demande notre soutien financier



DÉCLARATION DE RAWA

[extrait]

Récemment, «la Commission indépendante des droits de l'homme» a publié un rapport qui contenait des documents sur les crimes de guerre et les infractions aux droits de l'homme depuis le coup d'État du 27 avril jusqu'à l'effondrement des Talibans. Si ce rapport était objectif, impartial et exact alors tous les criminels auraient dû être reconnus par leurs victimes. Mais pas un seul nom de criminel n'est dévoilé dans ce rapport inachevé et de complaisance. La publication de tels rapports signifie seulement tromper le peuple et lui jeter de la poudre aux yeux.

L'Association Révolutionnaire des Femmes d'Afghanistan a affirmé à plusieurs reprises que les chefs du Khalq et du Parcham, de l'Alliance du Nord et des Talibans devaient être traduits comme d'autres criminels de guerre devant la Cour Internationale pour répondre de leurs crimes honteux et du pillage des richesses nationales qu'ils ont commis.

Tout en élargissant nos salutations à toutes les femmes opprimées et amoureuses de la liberté en Afghanistan et dans les autres pays à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, nous sommes convaincues que le jour le plus lumineux pour tous les hommes et femmes de notre pays frappé par la misère sera le jour de la célébration de la démocratie basée sur la laïcité. La célébration de la Journée Internationale de la Femme prendra sa pleine signification dans de telles circonstances. Nous serrons la main à tous les groupes et personnes qui se tiennent fermement avec leur «chair et leur sang» dans la bataille contre les bandits fondamentalistes de toutes obédiences et contre leurs patrons, et qui ne cèdent pas à la crainte, à l'hésitation et au compromis en travaillant pour que vienne ce jour et pour la reconstruction de leur nation bien-aimée.

Kaboul le 10 mars 2005
Association Révolutionnaire des Femmes de l'Afghanistan (Rawa)

Le tsunami en Asie a été l'occasion d'une impressionnante vague de collecte de fonds, des États mais surtout des particuliers. L'émotion, l'ampleur de la catastrophe, la mondialisation des images ont provoqué une mobilisation sans précédent de l'opinion publique. Certainement nombreux ont été nos lecteurs qui se sont sentis directement concernés en donnant à l'Unicef, au Secours Populaire ou à Médecins Sans Frontières.

Ces derniers ont fait scandale en déclarant qu'ils arrêtaient leur collecte pour l'Asie, qu'ils avaient recueilli «trop» d'argent. Comment est-ce possible, face aux 300 000 victimes et aux centaines de milliers de blessés, réfugiés, démunis ? Médecins Sans Frontières porte le fer dans la plaie, à juste

titre. Où va aller l'argent ? Qui va le gérer ? Qui peut garantir qu'il sera effectivement utilisé dans l'intérêt des populations et non des gouvernements locaux corrompus ? Qui va décider des affectations ? Selon quels critères ? Et au-delà de l'émotion, pourquoi seulement l'Asie ? Comment oublier qu'il y a l'équivalent d'un tsunami par mois en Afrique du fait du sida ? Les réfugiés du Darfour ne valent-ils pas mieux que les victimes du tsunami, au prétexte que leur misère n'est pas le fait d'une cause naturelle, mais d'une guerre civile et du racisme ? Comment oublier que le responsable de la Croix Rouge américaine a été mis en examen pour détournements de fonds suite aux collectes pour le 11 Septembre aux USA ? Médecins Sans Frontières, comme organisation d'urgence, a touché là où ça

fait mal. Et il faut admettre qu'ils ont raison : l'humanitaire doit sortir de l'émotion immédiate, s'ancrer dans la réflexion et la politique, dans le long terme.

RAWA NOUS ÉCRIT :

Rawa commence 2005 dans une crise financière qui affecte des dizaines de projets humanitaires actuellement en cours en Afghanistan et au Pakistan. Du fait d'une chute significative des dons dans les mois précédents, Rawa va être forcée de fermer certains de ces projets alors qu'ils sont toujours grandement attendus. Ce sera une décision douloureuse pour nous, et une fin amère pour des milliers de femmes et d'enfants afghans qui souffrent. Aussi, nous en appelons à nos supporters et sympathisants pour partager leur contribution et permettre de poursuivre ces grandes tâches humanitaires.

Les lecteurs de Partisan connaissent bien Rawa, depuis la venue de Sahar Saba en France, il y a deux ans.

Rawa, Association Révolutionnaire des Femmes Afghanes, lutte depuis des années contre l'obscurantisme, pour le droit des femmes, la laïcité et contre la présence des impérialistes. Rawa, c'est aussi une campagne, des meetings en 2002, dans toute la

France, notamment à Paris, Toulouse, Marseille, Lyon. Plus de 6 100 euros de collecte remis à Sahar Saba.

Rawa n'est pas une ONG ordinaire.

C'est une association qui cherche à lier étroitement humanitaire et politique. Le 11 décembre dernier, Rawa manifestait à Islamabad contre la présence des seigneurs de la guerre dans le gouvernement Karzaï. Elle manifesta aussi l'année dernière contre l'Alliance du Nord et sa continuité avec le gouvernement actuel.

Nous devons soutenir Rawa, parce que c'est une organisation démocratique, progressiste, laïque, féministe.

Nous devons soutenir Rawa, comme nous soutenons les communistes irakiens, les révolutionnaires ivoiriens. Leur combat est le nôtre, leurs succès et leurs échecs aussi.

Aussi, l'OCML-Voie Proletarienne décide de relancer une collecte de fonds pour Rawa. Nous invitons nos lecteurs à y contribuer massivement, comme ils avaient contribué à faire le succès de la campagne de soutien de 2002.

VIVE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

Pour apporter votre soutien, deux moyens sont à votre disposition :

1) Envoyer un chèque libellé à «Voie-Proletarienne», en précisant au dos «pour Rawa». Nous confirmons que nous transmettrons directement et assez régulièrement les fonds à Rawa.

2) Faire un don en ligne directement sur le site recommandé par Rawa : http://www.afghanwomensmission.org/help_us/donate.php

«ELLE» ÉMANCIPE LES FEMMES...

L'hebdomadaire Elle, propriété du groupe Lagardère, a créé sa fondation d'entreprise pour accompagner «l'évolution et l'émancipation des femmes dans la société». Féministe Elle ? L'association Acrimed (action-critique-médias) décrit ainsi la couverture d'une des revues : «aussi féminisée et ultra sexy qu'à l'ordinaire. Fond rose, vamp aguicheuse en boucles brunes, rouge à lèvres et satin fushia, avec annonces pour des parfums qui nous subliment, pour des conseils et astuces censés déjouer la fatigue et doper son moral et, en guise de cadeau, un jeu de tarot afin de connaître son avenir!» Acrimed parle aussi de «fatas de féminité régressive».

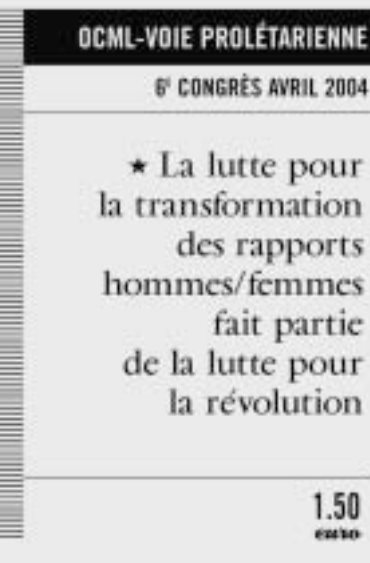
Gérald de Roquemaurel, PDG de la branche presse du groupe Lagardère (Hachette Filipacchi Médias), propose une autre définition de la revue. Selon lui, Elle est en fait l'ambassadrice «de l'industrie française de luxe sur tous les continents». En 2000, un rapport sénatorial révélait que les recettes publicitaires rapportaient trois fois plus d'argent à Elle que la vente de la revue. Cette même année, ses lectrices ont ingurgité 40 200 pages de pub. Or, selon un rapport écrit en 2001 par la Secrétaire d'Etat française aux droits des femmes et à la formation professionnelle, «depuis quelques années et avec une fréquence accrue au cours des derniers mois, la publicité a présenté des images de femmes jugées par beaucoup comme humiliantes et dégradantes et comportant de surcroît des risques d'atteinte à la dignité de la personne humaine, avec des images incitant à la violence contre les femmes ou à la discrimination en raison du

sexe.» On retiendra que ce magazine, très banalement déposé dans les salles d'attente des médecins, dentistes, ... soutient très activement Ni Pute, Ni Soumise. Quelle féminisme cherche-t-on à promouvoir ?

SM



À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE



Femmes contre les violences conjugales

Les femmes ont acquis de nombreux droits par leurs luttes et leurs mobilisations, tant au niveau politique que social. Mais il reste beaucoup de chemin à parcourir. A l'occasion du 8 Mars, les habitant(e)s d'une cité d'Aubervilliers, dans le 93, étaient invités à une réunion. Près de 80 personnes, en majorité des femmes de la cité et alentours, sont venues. Un petit film sur la cité était projeté, puis vient le débat.

L'assistante sociale du quartier intervient, sur le chômage, la misère, sur sa fatigue de n'avoir pas grand-chose à proposer et toujours aucune solution pour les femmes battues. Une autre personne parle du recul social dans ce département ouvrier, où durant les années 70 il y avait 23 centres IVG alors que maintenant il n'en reste plus que 11. Une autre parle des lois qui, comme celle de 1972, instituent l'égalité des salaires entre hommes et femmes à travail égal, mais

qui ne sont toujours pas appliqués.

Dans ce pays, 400 femmes décèdent tous les ans de la violence conjugale. La campagne départementale contre les violences conjugales n'est pas reprise par la mairie, et les associations locales sont déçues de ne rien voir. Ces associations réclament 30 à 40 appartements de secours afin que les femmes puissent ne pas rester avec leur bourreau et quitter le domicile conjugal.

Une femme intervient : «Mon mari me bat, j'ai trois enfants, je ne sais que faire, s'il sait que je suis là, il va me tuer». Dans le couple, tous les deux travaillent, mais le mari estime qu'il a le droit de sortir et que la place de sa femme est de rester à la maison.

Elle montre du doigt des femmes dans l'assistance : «Toi tu sais qu'il me bat, je ne mens pas, dites-le». Toutes disent que c'est la vérité. Après débat, une camarade intervient : du temps du socialisme en Chine, durant la Révolution Culturelle, si une femme était

battue par son mari, elle venait le dire à l'assemblée, ensuite les femmes allaient en délégation voir le mari pour le faire changer, et si il refusait de changer, elles lui mettaient une bonne raclée afin qu'il comprenne la leçon. Le public est attentif à cette proposition, mais une organisatrice prend le micro : «on ne veut pas de bagarre». Pourtant l'idée n'était pas de faire une bagarre mais de pousser à l'auto-organisation des femmes contre les violences conjugales et comme avait dit la camarade, on doit rendre le privé public (pas chacune avec ses petits problèmes).

Finalement des femmes membres d'associations du quartier vont l'aider dans ses démarches afin de sortir de son esclavage conjugal.

Mais c'est elle qui avait fait le premier pas en parlant en public pour la première fois, en sortant «ses problèmes» de la sphère privée.

Correspondance VP

Eugène Varlin, un portrait (2)

Le mois dernier, nous présentions un côté extrêmement moderne et avant-gardiste du communard Eugène Varlin : son engagement «féministe». Cette fois-ci, nous allons voir comment, en tant qu'ouvrier, Varlin lutte pour la classe ouvrière. Là encore, c'est un engagement remarquable...

GARE AU BOUILLON ROUGE ! *

Le 2 septembre 1870, Napoléon III, empereur des Français, se rend piteusement à l'armée prussienne commandée par Bismarck. Cette guerre entre deux États capitalistes en mal de suprématie n'a pas fait long feu. En France, l'Empire est remplacé par une République alors que les armées prussiennes occupent une partie du territoire et assiègent la capitale.

LES OUVRIERS SE MOBILISENT. Le Conseil de l'AIT⁽¹⁾ qui siège à Londres, recommande aux ouvriers de profiter «calmement et résolument de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe». Sans savoir qu'il est en fait rédigé par Karl Marx⁽²⁾, l'appel est approuvé et suivi par les meilleurs militants ouvriers parisiens tel Eugène Varlin. Dès le soir du 4 septembre, jour de la proclamation de la République, ceux-ci se réunissent, notamment à l'initiative de l'Internationale.

La Chambre fédérale ouvrière de Paris et les représentants des sections parisiennes de l'Internationale décident de siéger en permanence. On s'engage dans les bataillons de la Garde nationale, cette armée populaire destinée à défendre Paris (dans quelques mois, ces bataillons, principalement composés de travailleurs, vont se fédérer et élire leur Comité central). Le 5 septembre, cinq cents membres de l'AIT décident la création de comités de vigilance d'arrondissements destinés, dans un premier temps, à assister l'action patriotique affichée par le nouveau gouvernement (mais dès qu'ils élisent, eux aussi, leur Comité central, celui-ci publie son manifeste, appelé *Affiche Rouge*, première du nom, de couleur nettement plus... rouge⁽³⁾).

De septembre 1870 jusqu'au 18 mars 71 (insurrection de la Commune), les ouvriers révolutionnaires parisiens vont ainsi créer et fédérer des organisations avec une seule idée

en tête : donner naissance à un parti révolutionnaire des ouvriers, leur parti⁽⁴⁾.

Tout ceci, on s'en doute, s'effectue dans un bouillonnement d'idées et une effervescence faciles à imaginer, tant la pression due à l'occupation prussienne — et donc le sentiment patriotique — sont forts.

Mais cette agitation est aussi le résultat d'une activité ouvrière révolutionnaire en constant développement depuis plus de 5 ans !

Pendant ces années-là, les militants se forment pratiquement et théoriquement par une volonté d'auto-éducation, grâce aux luttes pour le droit de coalition (d'association), pour le droit de grève, grâce à de nombreuses grèves (en 1867, par exemple), des centaines de débats en réunions publiques (les clubs), trois séries de procès que la justice impériale tente à l'Internationale, — car c'est aussi la période de sa création et de sa montée en puissance très rapide (des dizaines de milliers d'adhésions d'artisans et d'ouvriers, hommes et femmes).

Autant d'étapes décisives au cours desquelles on retrouve au tout premier plan notre... Eugène Varlin.

SE RENDRE AUTONOME. Échaudée par la trahison de la petite-bourgeoisie, lors de la révolution de 1848, l'élite révolutionnaire ouvrière décide de *ne compter que sur ses propres forces*⁽⁵⁾. Ces ouvriers vont apprendre à compter, à lire, à écrire, à gérer... et étudier sérieusement les théories économiques et politiques (Proudhon, Fourier, les mutualistes, les collectivistes⁽⁶⁾).

Le cas même de Varlin illustre parfaitement ce mouvement d'auto-éducation. Lui qui écrira plus tard : «*Pour que l'ouvrier puisse s'éduquer, développer son intelligence, il faut réduire la journée de travail à 8 heures*», s'inscrit, dès 1860, en tant qu'ouvrier relieur, à des cours du soir, après le travail. Il apprend la comptabilité⁽⁷⁾, la géométrie, le français, le droit, et même le chant ! Autant d'atouts qui vont lui permettre de gérer des coopératives et des syndicats, d'organiser la solidarité aux grévistes, d'écrire dans des journaux, de rédiger avec clarté des déclarations politiques, d'intervenir brillamment comme orateur, de plaider en procès, d'avoir une vision très avancée sur le potentiel du mouvement ouvrier, de servir, enfin, sa classe, celle des prolétaires⁽⁸⁾.

SOUTENIR LE SOCIALISME RÉVOLUTIONNAIRE. Varlin est intimement convaincu que les ouvriers ont besoin d'un journal pour les unir, pour discuter et propager les idées révolutionnaires. Comme il a appris à rédiger, il collabore, en 1865, au premier journal de l'AIT, la *Tribune ouvrière*.

Varlin veut soutenir et populariser les grèves. Il participe à la fondation de plusieurs journaux, et, en 1869, contribue au succès de la *Marseillaise*, le quotidien qui a le plus fort tirage de l'époque avec 100 000 exemplaires ! Il sait qu'un journal doit «*être varié pour être lu*» et que «*les articles courts sont toujours les plus lus*» par les travailleurs. Aussi recommande-t-il donc à ses camarades : «*lorsque vous aurez beaucoup de faits à signaler, faites plutôt deux petites correspondances qu'une longue*». Et pour que le prix du journal ne soit pas un obstacle, il préconise les abonnements collectifs. L'ouvrier Varlin se bat pour sa classe. Il nous faut un journal, dit-il, «*pour affer-*



1869, Bâle (Suisse). Les participants au Congrès de de l'Association Internationale des Travailleurs

mir et soutenir le socialisme révolutionnaire. Varlin est apprécié, comme le remarque Paule Lejeune⁽⁹⁾, pour la justesse de ses analyses et un réalisme lié à une pratique solide.

POPULARISER ET SOUTENIR LES GRÈVES. Sous couvert de socialisme, les théories de Proudhon (voir notre numéro précédent) sont dominantes parmi les travailleurs. Ses disciples croient à une rénovation progressive de la société et à l'action individuelle. Ils considèrent la grève d'un mauvais oeil, de même que tout recours à la violence révolutionnaire. Mais Varlin se détache de ce courant. Il «*souligne la nécessité de préparer les grèves*», «*laisse entendre que la grève peut renforcer la pratique de la solidarité*» et que celle-ci «*concourt à la naissance ou à la croissance de la conscience de classe*»⁽¹⁰⁾.

Dans la pratique, il participe en 64 à une grève des relieurs, victorieuse au bout de trois semaines. Son dévouement et ses initiatives sont appréciés par ses camarades qui lui offrent une montre en argent⁽¹¹⁾. Les années 67-69 sont marquées par de nombreuses grèves, celles des fleurs de laine de Vienne, des ovalistes de Lyon, des mégissiers parisiens... Varlin est partout. «*Il réunit le plus de fonds possible pour soutenir la lutte. Et il organise tout un système très minutieux de collecte [...] Il prend également soin de développer l'information sur ces grèves afin de casser l'isolement : il écrit, il va sur place, il parle inlassablement du rôle unificateur de l'Internationale*»⁽¹²⁾.

Varlin organise également la solidarité entre travailleurs des différents pays. Ainsi, lors de la grève du bâtiment à Genève ou encore celle des bronziers de Paris, en 1868, pour laquelle il se rend en délégation à Londres et obtient de l'argent des syndicats anglais. Grâce à ce soutien, la grève est une grande victoire.

ORGANISER LA CLASSE OUVRIÈRE. Un rapport de police de cette époque précise : «*cette idée de fédérer toutes les sociétés appartient en propre à Varlin*». Déjà, en 1857, alors qu'il est encore un apprenti âgé de 18 ans, il contribue à la fondation de la «*Société civile des relieurs*» ; en 1862, il travaille dans la commission chargée de la désignation des délégués ouvriers à l'Expo Universelle. De cette manière, il travaille surtout

à rapprocher les ouvriers anglais et français. C'est une des péripéties qui conduiront à la création de l'Internationale deux ans plus tard ; on l'a vu également (*Partisan* 193), il fonde, en 1868, une coopérative de consommateurs, *La Ménagère*, et un restaurant coopératif, *La Marmite*, dans lesquels on fait mijoter — c'est le cas de le dire — les idées révolutionnaires pour plus de 8 000 adhérents ! La même année encore, il est élu secrétaire de la Fédération parisienne des sociétés ouvrières qu'il a contribué à créer. Celle-ci va regrouper jusqu'à 40 000 adhérent(e)s.

Mais tout cela n'est rien en regard des efforts acharnés qu'il fait pour unifier les ouvriers et aider à la création de sections de l'Internationale. Ainsi, rien qu'à Paris il obtient le regroupement de soixante associations ouvrières. Il se sert également de *La Marseillaise* pour entraîner la création de 16 autres sections de l'AIT. Il contribue à la relève de l'Internationale après chaque coup puissant porté par la justice. À peine sorti de trois mois de prison à la suite des procès de 1868, il regroupe les militants et renoue les contacts en province et les sections se remontent. Cette étape de répression/prison/reconstitution des forces transforme les militant(e)s : on devient «*collectiviste*» ou «*communiste*». On ne croit plus à l'aménagement du système par le biais de coopératives. C'est le «*renversement de la société*» qui est à l'ordre du jour. Varlin écrit : «*pour nous, la révolution politique et les réformes sociales s'enchaînent et ne peuvent aller l'une sans l'autre*». Nous verrons comment Varlin s'acharnera pour pousser à la création d'un parti ouvrier capable de diriger la révolution que tout le monde sent venir⁽¹³⁾.

LES QUALITÉS PERSONNELLES DE VARLIN.

Enthousiaste, clairvoyant, fin analyste, ferme, énergique, dévoué, infatigable, honnête, modeste, cultivé, réaliste, pratique, réfléchi... beaucoup de qualificatifs que l'on peut aligner dans n'importe quel ordre mais qui ne prennent leur véritable signification que si l'on ajoute que Varlin était un ouvrier étroitement lié à sa classe et au ser-

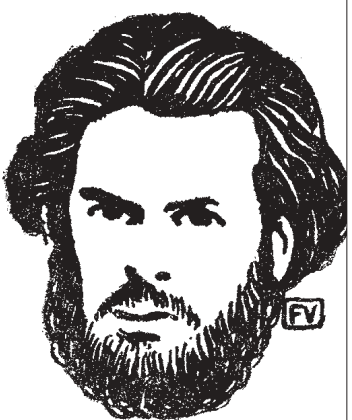
vice de son émancipation. Par conséquent, on ne saurait être surpris de savoir que Varlin était extrêmement populaire et avait la pleine confiance de ceux pour qui il se battait. Il était donc craint et détesté par ses ennemis, les ennemis de la classe ouvrière, — qui finirent par l'assassiner.

Écoutons encore Paule Lejeune : «*Partir des masses pour revenir aux masses est pour lui un principe absolu. [...] D'après son vécu et sa pratique militante, il apparaît [...] comme l'un des plus ardents à vouloir regrouper, fédérer, organiser le mouvement ouvrier. Mais il refuse une gestion unilatérale, distribuant d'en haut les consignes. D'après lui, l'action doit être menée par la classe ouvrière et non pas simplement en son nom. N'est-ce pas une attitude très juste et très avancée de la part de Varlin qui pressent dès cette époque — et l'avenir ne lui donnera que trop raison — les possibilités de dégénérescence, les dangers de bureaucratisation menaçant le mouvement ouvrier ?*»⁽¹⁴⁾

Thierry Dufrenne

EUGÈNE VARLIN

Portrait d'Eugène Varlin par Félix Vallotton



Fils de petits paysans, Varlin est né en 1839. Ouvrier-relieur à Paris. Adhère à l'Internationale en 1865. Anime des grèves, coordonne des mouvements de solidarité, y compris entre ouvriers de pays différents, milite dans de nombreuses organisations ouvrières et socialistes. Le 18 mars 1871, participe à l'insurrection de la Commune. élu de la Commune de Paris. Assassiné par les Versaillais, le 28 mai 1871, pendant la Semaine Sanglante.

* Jules Vallès, L'insurgé, Livre de Poche.

(1) Association Internationale des Travailleurs, première du nom, fondée en 1864 à Londres.

(2) Un des fondateurs de l'Internationale. Il est l'auteur de beaucoup de ses textes fondateurs et de ses statuts, bien qu'il veuille rester en retrait, surtout au début.

(3) Il demande la suppression de la police et la remise des pouvoirs de police à la Garde nationale ; le droit de s'exprimer, de se réunir et de s'associer ; l'inventaire, la réquisition et la répartition des biens de consommation et des logements libres pour tous les citoyens ; l'armement de chaque citoyen ; la levée en masse ; déléguer des envoyés en Province, etc.

(4) Un sujet que nous aborderons dans un prochain *Partisan*. Varlin est, là encore, un élément moteur et clairvoyant.

(5) Pour reprendre un slogan de la révolution maoïste.

(6) Les travaux de Marx ne sont pas encore connus.

(7) Sous la Commune, Varlin sera élu à la commission des finances, puis sera chargé des subsistances, puis l'intendance et, enfin la manutention et l'approvisionnement militaire.

(8) «*Il n'y a pas dans l'histoire du mouvement ouvrier de meilleur exemple d'auto-éducation d'esprit aussi libre que l'exercice et l'attitude de ces ouvriers, artisans et employés qui, dans les années 1860-70, organisaient ou appuyaient des grèves, formaient des coalitions, fréquentaient des cours pour adultes après la journée de travail, et prenaient la parole dans les réunions d'innombrables clubs*». M. Rubel, Marx critique du marxisme, p398, Payot.

(9) Ouvrage déjà cité (voir *Partisan* n°193).

(10) Aux origines de la Commune, Maspéro 1980

(11) Sa seule richesse. Elle fut dérobée sur son cadavre

après son assassinat par les soldats de Thiers.

Arafat

Après la mort d'Arafat les discussions sur sa personnalité politique, son rôle et sur les résultats de sa politique se sont multipliées. Arafat commémoré. Les ennemis jurés du peuple palestinien, les hommes politiques réactionnaires et les hommes de pouvoir, etc. ont qualifié la vie d'Arafat de «compliquée» et de «colorée».

FLUX ET REFLUX D'UN PETIT-BOURGEOIS



Yasser Arafat, à la fin des années 1960.

Dans les périodes où Arafat, à la tête du Fatah et après de l'OLP, a conduit de brillantes résistances pour obtenir la liberté du peuple palestinien ils l'ont qualifié de «terroriste» et de «personne en qui on ne peut faire confiance» et «d'ennemi d'Israël». Quand Arafat a donné des gages et vendu aux enchères les idéaux du peuple palestinien à la table de conciliation avec les impérialistes, les réactionnaires et l'Etat agressif d'Israël, il a été décoré du titre «d'ami de la Paix» et de «défenseur de la démocratie». Pour les uns, c'est un «riche dictateur», pour les autres il a toujours «gardé vivants les idéaux du

peuple palestinien». Enfin d'autres commémorent Arafat comme le «père» de la nation palestinienne, comme le leader irremplaçable.

DE LA GLOIRE... La connaissance d'Arafat et un jugement sur lui, ne sont possibles que dans le cadre du flux et du reflux du long mouvement palestinien. En effet, les directions du Fatah et de l'OLP — et a priori Arafat —, au cours de leurs existences jusqu'à aujourd'hui, ont traversé différentes périodes. Ils ont été les pionniers de la lutte armée contre l'occupation de la Palestine. Ils sont alors considérés comme le symbole de la résistance ; étoile d'espoir et de rêves des masses palestiniennes qui faisaient confiance à cette organisation, y adhéraient et la renforçaient matériellement et moralement.

... A LA CAPITULATION... Mais avec l'évolution de la lutte, le développement de circonstances régionales et mondiales, et en l'absence d'une force prolétarienne efficace et organisée, le Fatah et Arafat (comme représentant de la petite bourgeoise) ont visé l'obtention du pouvoir par le haut avec les impérialistes, avec les sionistes et les Etats réactionnaires arabes, et ils ont abandonné la lutte. C'est dans ces conditions qu'Arafat et l'OLP s'inclinent devant la politique impérialiste. Ils freinent et même luttent contre l'avancée du mouvement révolutionnaire du peuple palestinien pour des petits avantages financiers et politiques. Ils fuient du Liban devant les armées israéliennes en contre partie d'ouverture de bureaux en Tunisie. Ils donnent l'ordre de mettre fin aux opérations de résistances armées contre les sionistes et leurs protecteurs. Ils obtiennent un siège de représentant à l'ONU en reconnaissant l'Etat d'Israël.

... A LA RUPTURE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN.

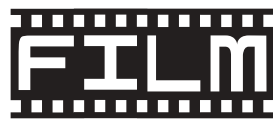
Après la signature des infâmes «Accords d'Oslo», aucune des justes demandes du peuple palestinien qui étaient programmées n'ont été satisfaites. En fait Arafat a sacrifié pas à pas les intérêts des masses opprimées palestiniennes aux pieds des impérialistes et des sionistes. Pire, c'est à cause de cette orientation politique que s'est développée l'influence de courants et groupes islamistes réactionnaires à l'allure radicale. Finalement lorsqu'Arafat, coupé des masses palestiniennes, a été placé à la tête d'un caricatural gouvernement dit de «l'Autorité Palestinienne», son gouvernement était corrompu et oppresseur : la police palestinienne a eu la mission des soldats sionistes contre les masses militantes palestiniennes. Cet Etat «palestinien» n'avait pas sa force et sa légitimité du peuple, c'était devenu une dictature aux ordres des impérialistes. L'Etat d'Arafat, qui continue encore aujourd'hui, a entraîné la colère et le mécontentement populaires contre lui.

BILAN. La vie d'Arafat et sa personnalité politique sont le symbole évident des flux et reflux de la petite-bourgeoise dirigeant le mouvement de libération. En visant l'obtention du pouvoir, puis pour le garder, Arafat et l'OLP avaient déjà signé leur arrêt de mort politique depuis longtemps. Ils ont tourné le dos aux masses opprimées et révoltées de la Palestine pour se cacher sous le manteau des impérialistes. La vie politique d'Arafat débute comme un moment de gloire d'un militant courageux et bien aimé du peuple, elle se termine par la chute dans les bras des réactionnaires du monde entier.

Un lecteur



Une image du film



Le cauchemar impérialiste

Allez donc voir *Le cauchemar de Darwin*, fort et subtil film anti-impérialiste. Fort, car tous les aspects sont traités : économiques, écologiques, politiques, sanitaires et sociaux (misère, faim, chômage, exode rural, prostitution, sida...). Subtil, car aucune réponse réductrice n'est donnée : c'est un système qui est dénoncé. L'auteur, Hubert Sauper, le dit très bien dans les interviews qu'il a données. «J'aurais pu faire ce film dans n'importe quel pays du tiers-monde et retrouver la même logique dans les mines d'or ou de diamants, les puits de pétrole. Le cauchemar de Darwin n'a pas de lien avec la biologie, mais avec le déterminisme économique. Aujourd'hui, une seule règle compte, celle du plus fort. Au sens capitaliste, la loi du profit est acceptée comme naturelle : il paraît juste que l'un soit très riche et l'autre non (...) La loi du marché fait que le poisson arrive là où les gens paient et non là où ils ont faim : une absurdité économique puisqu'un avion a besoin de 100 tonnes de kérosène pour apporter 50 tonnes de poissons en Europe ! Mais le chef d'entreprise ne sait pas

comment vivent ses pêcheurs, eux ignorent où vont les poissons, et personne ne va à la décharge située à 7 kilomètres. Chacun se limite à une vision parcellaire de la réalité.» C'est parce qu'il nous dégage de cette vision parcellaire, qu'il montre l'ampleur et la cruauté du système, que ce film est important.



Dans le débat qui a suivi le film, certains cherchaient des réponses partielles : écologiques, humanitaires... Mais le film répond d'avance. C'est un système global, où les responsabilités sont diluées, qui est mis à nu. Cette logique, qui paraît s'imposer à nous (Marx dénonçait déjà le fétichisme trompeur du capital), nous est subtilement imposée et il

nous faut la rejeter dans tous ces aspects. Ce film y contribue. On sait tout ça, mais quelle claque dans la gueule, tellement on oublie facilement ce qui nous dérange ! Ce film pousse à militer globalement, à nous attaquer ensemble aux vraies questions, sans fausses solutions au rabais. Il n'y en a pas beaucoup comme ça !

Militant VP

ACTUELLEMENT EN SALLES



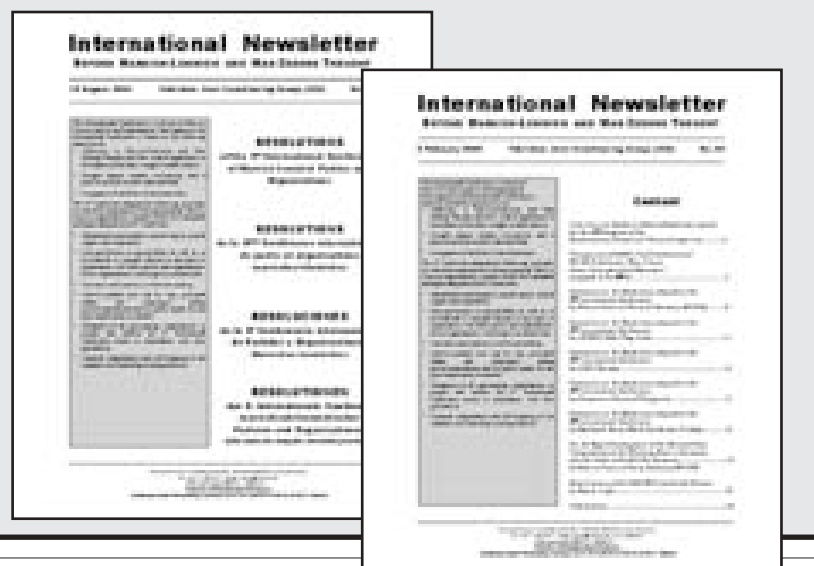
CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES PARTIS ET ORGANISATIONS MARXISTES-LÉNINISTES

Voici les deux derniers bulletins de la Conférence Internationale des partis et organisations marxistes-léninistes. Notre organisation a participé à la 8e Conférence avec 29 autres partis et organisations.

LE BULLETIN N°29, daté d'août 2004, expose principalement les cinq Résolutions qui y ont été prises. Elles sont en 4 langues (Anglais, Français, Espagnol et Allemand).

LE BULLETIN N°30, commence la publication (en anglais) des points de vue et positionnements des partis et organisations par rapport aux Résolutions et aux Déclarations de solidarité faites par certains partis lors de la Conférence.

CES BULLETINS SONT DISPONIBLES À NOTRE BOÎTE POSTALE POUR LE PRIX DE 4 EUROS CHACUN.



À COMMANDER À NOTRE BOÎTE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte anti-impérialiste et la question nationale aujourd'hui

1.50

Une brochure

Partisan

1.5 euro

Nous lançons une enquête pour tenter de mieux connaître les lecteurs et les lectrices de Partisan. Vendu par nos militants et nos militantes, il l'est également par abonnements ou en kiosque. Nous n'avons ainsi aucun contact avec une grande partie de notre lectorat. Or nous faisons Partisan pour un public politisé ou en voie de politisation, intéressé par l'idéal révolutionnaire, au sein de la classe des exploités. Partisan atteint-il cette cible ? Est-il un outil adéquat ? C'est ce à quoi nous aimerions pouvoir répondre.

ENQUÊTE

Après avoir répondu aux questions, découper le questionnaire (tu peux ajouter des commentaires si nécessaire, sur une feuille jointe), envoyer le tout sous enveloppe timbrée à : Voie Proletarienne BP 48—93802 Epinay-sur-Seine cedex ou le remettre à un militant VP.

QUI ES-TU ?

1. Sexe : homme femme

2. Âge :

3. Lieu d'habitation ville ou région :

4. Profession :

en activité au chômage

5. Classe sociale ouvrier(ère) employé(e) classe moyenne autre :

6. ES-TU UN(E) MILITANT(E)

syndical(e) : oui non —si oui, dans quel syndicat ?

politique : oui non —si oui, dans quelle organisation ?

associatif(ive) : oui non —si oui, dans quel(les) association(s) :

non militant(e) :

Si tu n'es pas un(e) militant(e) politique organisé(e), souhaites-tu un jour participer à une organisation ? oui non

Si oui, quels seront tes critères pour choisir cette organisation ? réponse :

7. COMMENT AS-TU CONNU PARTISAN ? par un(e) militant(e) VP

par un(e) autre lecteur(rice) de Partisan par internet

en kiosque ou en librairie à la lecture d'un article y faisant référence

dans quel journal ? par hasard autres :

8. COMMENT TE PROCURES-TU PARTISAN ? par abonnement

par un(e) militant(e) VP en kiosque ou en librairie autres :

9. QUAND TE PROCURES-TU PARTISAN ? tous les mois chaque mois, quand tu le trouves plus de 5 fois par an moins de 5 fois par an

10. ES-TU EN RELATION AVEC DES MILITANTS DE VP ? oui non

11. QUELS AUTRES JOURNAUX MILITANTS LIS-TU ? réponse :

COMMENT UTILISES-TU PARTISAN ?

12. DANS CHAQUE NUMÉRO TU LIS tous les articles la moitié moins de 3 articles

presque rien pourquoi ?

13. CORRESPONDANCE AVEC PARTISAN

as-tu déjà écrit à Partisan ? oui non

as-tu déjà eu envie de réagir sans l'avoir fait ? oui non

14. PARTISAN AUTOUR DE TOI

as-tu déjà prêté Partisan ? oui non

as-tu déjà montré un article de Partisan à quelqu'un ? oui non

as-tu déjà conseillé à quelqu'un d'acheter Partisan ? oui non

sais-tu qu'il existe un abonnement «à l'essai» de 3 mois pour 3 euros ? oui non

QUE PENSES-TU DE PARTISAN ?

15. QUEL TYPE D'ARTICLE T'INTÉRESSE LE PLUS

syndical infos sur des luttes international historique

analyse critique de la situation politique

analyse critique d'autres formations politiques

culturel (livres, films...) scientifique un peu tout selon les moments

autres :

16. LES ARTICLES LES PLUS INTÉRESSANTS les 3 ou 4 articles (indiquer les titres) qui t'ont le plus intéressé dans les derniers numéros que tu as lus :

17. LA «UNE» (LA COUVERTURE) donne la liste de tes «unes» préférées parmi les Partisan que tu as lus (indiquer les numéros ou mois de parution):

18. CE QUE TU AIMERAIS

quels thèmes souhaiterais-tu voir plus traités ?

quels thèmes souhaiterais-tu voir moins traités ?

comment définirais-tu le niveau politique de Partisan ?

facile difficile très difficile commentaire :

que souhaiterais-tu apporter à Partisan ? en sens-tu la possibilité ?

Daewoo

Justice pour Kamel !

Nous nous sommes retrouvés à près de 400 personnes devant la Cour d'appel de Nancy, pour soutenir notre camarade Kamel Belkadi, accusé injustement d'avoir mis le feu à l'usine Daewoo durant la grève contre les licenciements il y a deux ans. La CGT de Longwy et de la région bien sûr, SUD-Education présent en force, la CNT, et quelques délégations venues de plus loin, dont une forte délégation de l'UL-CGT de Massy (91), et une autre de la CGT Saint-Gobain Aubervilliers (93).

Néanmoins, faible mobilisation de la CGT nationale, c'est le moins qu'on puisse dire, pourtant c'est un procès particulièrement exemplaire et scandaleux ! La Fédération de la métallurgie CGT s'est seulement fendue d'un communiqué mollissant la veille du procès, mais aucune mobilisation véritable, comme si la fière tradition de syndicalisme de classe défendue à Longwy (rappelons-nous les sidérurgistes à la fin des années 70) gênait quelque part... Partisan diffusait dans le rassemblement un tract (lire en page 2) dont le titre même, «Classe contre classe !», était un succès à lui tout seul !

AUDIENCE SOUS TENSION, salle comble, les juges étaient clairement sous pression. On

pouvait relever plusieurs choses : tout d'abord, dans un dossier de près de 80 centimètres de haut, la multiplication des témoignages et des expertises est complètement contradictoire, même sur les faits. C'est à dire que cela permet à la partie civile et au procureur de construire, à la demande, une démonstration bidon prouvant la culpabilité de Kamel, le plus souvent en escamotant tel ou tel fait ou témoignage qui détruisait l'édifice. Ensuite, aucune analyse politique et syndicale montrant qui pouvait avoir intérêt à l'incendie («A qui profite le crime ?»), c'est à dire à la direction, et, au contraire, qui n'y avait aucun intérêt (les ouvriers de l'usine, dont d'ailleurs seulement 50 sur 550 ont retrouvé du boulot deux ans après, on comprend mieux la grève !). Ainsi est faite la justice : dans un conflit ouvrier à lourd arrière-plan politique, il faut un coupable, et on ne cherche évidemment pas chez les patrons !

SURPRISE EN COURS D'AUDIENCE : tout en maintenant le même argumentaire bidon, l'avocat général faisait un réquisitoire plutôt modéré, en retrait de la condamnation de première instance. Toujours 36 mois de prison, mais 6 mois fermes seulement (au lieu de 18), et comme Kamel a fait 3 mois et demi de préventive, aménagement de semi liberté pour le reste. C'est à dire que

Kamel ne retournerait pas vraiment en prison. Bien sûr, cette modération nouvelle est le fruit du rapport de force établi autour de ce procès. Mais il ne faut pas se bercer d'illusions et imaginer un acquittement comme semblaient le penser certains à l'écoute du réquisitoire. Ce serait une victoire considérable, mais difficilement envisageable dans le contexte actuel !

Quoi qu'il en soit, l'essentiel c'est que l'avocat général «tend une perche à un jugement de faux-cul» comme le disait un camarade. La supposée modération est ainsi mise au service de la confirmation de culpabilité, alors que le jugement initial ouvrait par son excès même la porte à la relaxe. N'oublions pas que la justice de classe a déjà été rendue, avec la condamnation en première instance ; que Kamel a déjà fait 3 mois et demi de préventive, alors que l'ex-PDG mafieux de Daewoo vit tranquillement en France, avec la nationalité française et la rosette de la légion d'honneur à la boutonnière. En fait, ce réquisitoire est une sorte de «deal» : on grave dans le marbre la culpabilité de Kamel — et ce serait encore mieux s'il avouait ! —, en échange d'une certaine clémence, pour éviter de pointer du doigt les vrais responsabilités : celles des patrons de l'usine et du groupe, ainsi que des pouvoirs publics. Il y avait d'ailleurs lors de l'audience une contradiction assez remarquable entre les propos de l'accusation qui affirme à plusieurs reprises sa certitude de la culpabilité totale de Kamel pour des faits très graves, et ensuite ne demander qu'une peine réduite...

En conclusion, l'avocat syndical de Kamel, M^e Behr, résumait bien dans sa plaidoirie le contexte et toutes les incohérences et impossibilités complètes de l'accusation en termes d'horaires comme des faits eux-mêmes. Il concluait évidemment en demandant la relaxe, seule possibilité dans ce dossier très chaud.

Le verdict sera prononcé le 24 mai.

Il nous reste jusqu'à cette date pour renforcer la mobilisation, faire monter la pression sur la justice.

Tous les militants, tous les syndicats doivent signer et faire signer l'appel de soutien à Kamel, en allant sur le site de l'affaire, ou en envoyant un mail ou un courrier de signature à l'UL-CGT de Longwy.

Correspondant VP

- <http://nancy-luttes.net/soutien.kamel.daewoo>
- UL-CGT de Longwy
132 rue de Metz - BP 90 173
54 403 LONGWY Cedex
- ulegtlongwy@worldonline.fr

★ Agenda avril-mai

CONTRE LA PRECARISATION DE NOS VIES

Appel pour les Marches du Printemps :

RESISTONS, LUTTONS, MARCHONS.

Dès le 17 avril et jusqu'au 11 mai

CABARET D'URGENCE PALESTINE LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES

17 avril de 15H à 20H. A l'initiative de la Compagnie Jolie Môme,

du Collectif Paix Palestine Israël et de Droit Devant. À La Belle étoile,

1, allée Saint-Just, La Plaine-St-Denis, métro Porte de la Chapelle

puis bus 153, arrêt : Église de la plaine. Interventions politiques et artistiques. PAF : 5 E. et plus si envie. Les fonds récoltés serviront

à financer une mission en Palestine pour le mois de juillet.

Renseignements au : 01 49 98 39 20

SANS-PAPIERS

17 avril à partir de 17 h. Soirée de solidarité avec le 9e

collectif de sans-papiers. Etat des luttes, intervention, débat avec

le collectif. Musique au Centre International De Culture Populaire.

2 ter rue Voltaire. 75011. Paris—Métro : Nation. PAF : 5 E.

LUNDI DE PENTECÔTE TRAVAILLÉ ?

Mobilisation et appels à la grève pour le 16 mai.

LA LISTE DES BROCHURES VP-PARTISAN SUR LE NET

des Éditions Proletariennes : www.membres.lycos.fr/edipro/

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Proletarienne—BP 48—93802 Epinay-sur-Seine cedex

SOMMAIRE 194

ÉDITO : NON À L'EUROPE DU CAPITAL !	2
AREVA (EX-ALSTOM) : LICENCIEMENTS	3
LUSTUCRU / PEUGEOT-CITROËN : RÉSIDENCES	4-5
NON À LA CONSTITUTION EUROPÉENNE !	6-7
LYCÉENS : LA MOBILISATION A TENU BON !	7
SANS-PAPIERS : OCCUPATION DE L'UNICEF	8
FEMMES : RAWA DEMANDE NOTRE SOUTIEN FINANCIER	9
PORTRAIT (2) : VARLIN, GARE AU BOUILLON ROUGE !	10
ARAFAT : FLUX ET REFLUX D'UN PETIT-BOURGEOIS	11

Parution du numéro 195 vers le 18 mai. Date limite pour envoyer vos articles : 9 mai